

BIO

30
ans

1|21
FEV

Actualités

Le magazine du mouvement bio





Curatio

Fongicide de contact avec action stoppante contre la tavelure

- Excellente efficacité stoppante
- Appliquer après la pluie sur feuillage mouillé



Andermatt
Biocontrol
• • • • • Suisse

Andermatt Biocontrol Suisse SA
Stahlermatten 6 · 6146 Grossdietwil
téléphone 062 917 50 05 · www.biocontrol.ch



Maïs Bio



de sélection Suisse

(DSP – Delley Semences et Plantes SA)



SUVITAN Bio* (FAO 230)



QUATTRO Bio** (FAO 230)

* Liste recommandée FiBL

** Liste recommandée CH 2017

En exclusivité sur:
www.agrarshop.ch

Top propriétés!

- + Excellente vigueur au départ
- + Rendements élevés et stables
- + Excellente tolérance au froid
- + Très bonnes valeurs alimentaires (surtout digestibilité de la tige)
- + Très bonne résistance au charbon et à la fusariose tige

agrarshop.ch

Votre partenaire pour les **semences & engrais BIO!**

Impressum

30^{ème} année, 2021

Bioactualités (F), Bioaktuell (D),
Bioattualità (I)

Le magazine paraît dix fois par
année dans chacune des trois
langues.

Abonnement annuel CH: Fr. 53.-
Abonnement autres pays: Fr. 67.-
www.bioactualites.ch > Magazine

Tirage

Allemand: 7081 Exemplaires
Français: 1220 Exemplaires
Italien: 305 Exemplaires
Total exemplaires imprimés: 9433
Total exemplaires envoyés: 8605
(certification notariale 2020)

Éditeurs

Bio Suisse, Peter Merian-Strasse 34
4052 Bâle, www.bio-suisse.ch
et
FiBL, Institut de recherche
de l'agriculture biologique
Ackerstrasse 113, Postfach 219
5070 Frick, www.fibl.org

Concept graphique

Büro Häberli
www.buerohaeberli.ch

Imprimerie

AVD Goldach AG, www.avd.ch

Papier

BalancePure (80 g/m²),
Blauer Engel,
EU Ecolabel,
100 % de fibres recyclées FSC

Rédaction

Stephanie Fuchs (*sf*), Rédactrice
en chef, Bio Suisse
Beat Grossrieder (*bg*), FiBL
Aline Lüscher (*lua*), FiBL
Claire Muller (*cm*), Bio Suisse
Theresa Rebholz (*tre*), FiBL
René Schulte (*schu*), Bio Suisse
redaction@bioactualites.ch
tél. +41 (0)61 204 66 63

Rédaction en ligne

Ania Biasio (*abi*), Flore Lebleu (*fl*)
Nathaniel Schmid (*nsc*), FiBL
redactionpageinternet@bioactualites.ch

Mise en page

Simone Bissig, FiBL

Traduction

Manuel Perret (sauf les textes de *cm*)

Publicité

Erika Bayer
FiBL, Postfach 219
5070 Frick
publicite@bioactualites.ch
tél. +41 (0)62 865 72 00

Abonnements et édition

Petra Schwinghammer
Bio Suisse
Peter Merian-Strasse 34
4052 Bâle
edition@bioactualites.ch
tél. +41 (0)61 204 66 66

www.bioactualites.ch

Télécharger le magazine (PDF):
www.bioactualites.ch > Magazine
Utilisateur: bioactualites-1
Mot de passe: ba1-2021

Page de couverture: Recherches «on farm» du FiBL sur les cultures associées de céréales et de légumineuses à Fislisbach AG, un des buts étant d'améliorer l'acceptation des mélanges d'espèces par les entreprises agricoles et l'industrie agroalimentaire. Photo: Thomas Alföldi, FiBL

Table des matières



Jubilé du Bioactualités

6 De la feuille d'information au magazine du mouvement bio

Production

Recherche bio

- 8 Plus de recherche bio? Ça ne va pas de soi!
- 10 Transferts de la recherche à la pratique – et inversement
- 12 Nouvel élan pour le FNRB
- 13 Savoir planifier les essais pratiques

Agroforesterie

- 14 L'art de placer l'arbre au cœur des systèmes agricoles

Production porcine

- 16 Projet «Porc bio 100.0»: Résultats et constats

- 21 Vulgarisation et conseils

Transformation et commerce

Importations

- 22 Huile de palme: La directive a été complétée

Commercialisation

- 18 «Progana a plus que jamais sa raison d'être»

Bio Suisse et FiBL

Bio Suisse

- 24 Politique: Moratoire sur les OGM – utiliser le délai
- 26 Davantage de punch pour les projets stratégiques
- 27 Brèves

FiBL

- 29 Brèves

Rubriques

- 2 Impressum
- 4 Brèves
- 28 Marchés et prix
- 30 Agenda / Petites annonces
- 31 La page des lecteurs

L'année des jubilés

Vous lisez le premier numéro de la 30^{ème} année du Bioactualités. Nous vous racontons comment il est passé de la feuille d'information au magazine actuel. Il y aura dans tous les numéros de 2021 une trouvaille tirée des archives.

Notre stock d'idées suffit pour plusieurs années – et il s'y rajoute continuellement de nouveaux thèmes. Sur quels débats et sujets aimeriez-vous des informations? Écrivez-nous à redaction@bioactualites.ch pour que le bioactualités soit le «magazine vivant et captivant qui est lu volontiers par les différents groupes-cibles». C'est ce que veut notre concept publicitaire et c'est ce que nous voulons. Et Bio Suisse fête aussi: Elle aura 40 ans en septembre. Le numéro 7 du Bioactualités sera donc une édition jubilaire.

Une des tâches du Bioactualités est de renforcer la liaison entre le FiBL et les producteurs-trices Bourgeon et donc de contribuer aux échanges entre la recherche, la vulgarisation et la pratique. Notre article principal explique à partir de la page 8 comment les résultats des recherches sont transmis aux agriculteurs-trices et leurs expériences et besoins aux chercheurs. La plateforme idéale pour cela est la recherche dite participative. Et, entre les deux, les essais «on farm» reçoivent toute l'estime qu'ils méritent. Cela ne signifie pas que la recherche fondamentale soit devenue inutile. Le point décisif pour l'agriculture biologique est que la recherche tienne compte de ses conditions-cadres et de ses prescriptions. On a donc besoin d'une recherche spécifiquement bio. Les moyens financiers de la Confédération contribuent notablement à déterminer jusqu'à quel point elle peut être bio, et un «objectif bio» concret ancré dans la politique agricole accélérerait la recherche importante pour le bio.

Nous vous souhaitons pour cette année bonne réussite dans les champs, les étables et partout où des produits bio sont transformés et vendus aux gens.

Stephanie Fuchs, Rédactrice en chef



Dit



«L'agroforesterie permet de stocker bien plus de carbone dans le sol qu'une forêt.»

Corentin Tissot, Allens VD
→ Page 14

Compté

80

essais pratiques dans des entreprises agricoles bio ont été autorisés par le FiBL

en 2020. Ces essais servent par exemple à tester de nouveaux intrants et variétés.

→ Page 13

Vu - dans les archives



Le Bioactualités a 30 ans! La rédaction a fouillé dans les archives pour ressortir quelques histoires divertissantes... qui paraîtront à partir du prochain numéro dans la rubrique «Vu - dans les archives». Notre «Magazine pour le mouvement bio» a connu une évolution mouvementée que nous racontons dans ce numéro pour lancer cette année jubilaire. *Texte: sf; Photo: lua/Andreas Basler, FiBL*

Grand Prix: Erratum

Un nom a été oublié dans notre article sur le Grand Prix Bio Suisse 2020 publié dans le dernier Bioactualités. Dans l'équipe du projet «Naturtalente», qui a obtenu la 4ème place du concours, il y a en plus de Roland Lenz et de Bruno Martin aussi Fredi Strasser d'Oberstammheim ZH. Son domaine viti-vinicole pratique depuis 1989 une viticulture respectueuse du climat avec des cépages résistants aux maladies fongiques. Le but du projet «Naturtalente» est la promotion des vins bio élaborés avec des cépages résistants aux maladies fongiques. *Rédaction du Bioactualités*

www.stammerberg.ch
www.bio-suisse.ch > À notre sujet >
Grand Prix Bio Suisse

Moutons et chèvres

Pour assurer la traçabilité, tous les déplacements d'un animal doivent être annoncés à la BDTA depuis sa naissance jusqu'à son abattage si on en croit l'interprofession Proviande. Cette obligation d'enregistrement de leurs animaux est aussi valable depuis le début 2020 pour les éleveurs de moutons et de chèvres. À titre de motivation pour des annonces correctes, les producteurs reçoivent 4.50 Fr. pour l'annonce d'une naissance et les abattoirs 4.50 Fr. de contribution d'élimination pour chaque animal ayant un suivi individuel sans lacunes. L'année passée, les suivis individuels lacunaires sont restés sans conséquences, mais ces contributions ne seront plus versées depuis le 1^{er} janvier 2021 si c'est le cas. *lid*

Punaise marbrée

La punaise marbrée - un ravageur dangereux en arboriculture et en maraîchage - devrait pouvoir être mieux combattue. Le Conseil des États a, comme avant lui le Conseil national, adopté en décembre une motion du Conseiller national Philipp Kutter qui va dans ce sens. Le Conseil fédéral reçoit donc le mandat de renforcer de manière importante la recherche et le conseil concernant la punaise marbrée en particulier et les agents pathogènes invasifs en général, le but étant d'aller vite pour développer des stratégies de lutte durables et les ancrer dans la pratique agricole. Ce ravageur provoque déjà des dégâts considérables, surtout sur poires, poivrons et concombres. *lid*



Liste des intrants 2021

La nouvelle Liste des intrants du FiBL est jointe à ce numéro (uniquement pour les productrices et producteurs). Le chapitre «Composts et digestats» ne figure pour la première fois plus dans la liste imprimée mais est seulement disponible en ligne. Il est en outre prévu de développer et d'optimiser la banque de données internet. *schu*

www.betriebsmittelliste.ch/fr
shop.fibl.org > N° comm. 1078

Enquête sur l'énergie

Les fermes bio font beaucoup pour la protection du climat, mais cela reste souvent inaperçu. Pour y remédier, Bio Suisse profite cette année des contrôles des entreprises agricoles pour recenser la quantité d'énergie produite par les fermes bio. L'accent sera mis sur la production d'électricité et sur l'énergie de chauffage issues de sources d'énergie renouvelables. *Corinne Wälti, Bio Suisse*



Le soleil, source d'énergie. *Photo: Depositphotos*

Suivi des importations

L'Office fédéral de l'agriculture a ordonné aux organismes de certification de modifier pour le 1^{er} janvier 2021 le processus d'octroi des certificats de contrôle (Certificate of Inspection, COI) dans la banque de données européenne Traces NT. Cela ressort d'une newsletter de Bioinspecta datée de fin novembre. Les COI ne peuvent maintenant être octroyés à des produits bio provenant de pays hors UE qu'une fois que la marchandise est effectivement arrivée en Suisse. Les COI sont comme jusqu'à maintenant vérifiés à l'aide des documents de transport et de livraison. La vérification exigera par pointage le placement définitif sous régime douanier. Toute commercialisation ou transformation n'est comme jusqu'à maintenant possible qu'après l'octroi du COI. Selon la newsletter, cette nouvelle procédure permet à Bioinspecta d'effectuer tout le traitement avec le système Traces. *schu*

Programme Santé Plus obligatoire pour les porcs

Depuis le 1^{er} avril 2021, les producteurs qui veulent livrer leurs porcs au commerce de détail doivent participer à un Programme Santé Plus car cela est exigé tant par le Cahier des charges de Bio Suisse que par l'Assurance Qualité (AQ) Viande Suisse. Les porcs qui ne remplissent pas cette condition ne seront plus pris en charge par les abattoirs et les entreprises de transformation de la viande.

Les producteurs concernés peuvent choisir entre deux programmes: le «SuisSano» (y. c. «SuisKlein») du Service sanitaire porcin (SSP) et le «Safety-Plus»

de Qualiporc (seulement en Suisse allemande). Pour garantir leur enregistrement d'ici fin mars 2021, les producteurs doivent s'annoncer au plus vite à un des programmes. La participation implique la tenue d'un journal électronique des traitements. Le but est d'améliorer la santé animale et de réduire l'utilisation des antibiotiques. Bio Suisse utilisera les données du SSP après anonymisation et s'engage pour un conseil biocompatible. *schu*

www.bioactualites.ch > Marché > Produits > Viande > Bétail > Porcs



Qu'est-ce qu'on regardera? *Photo: Depositphotos*

Attention, contrôles!

Les contrôles annuels des entreprises agricoles Bourgeon mettront cette année l'accent sur la reprise d'engrais de ferme non biologiques et sur les contrats de sous-traitance. Les producteurs Bourgeon doivent en effet conclure des contrats adéquats avec leurs entreprises de sous-traitance qui ne sont pas elles-mêmes soumises à la procédure de contrôle et de certification et les présenter lors du contrôle. Les contrats périmés doivent être actualisés. Un modèle de contrat est disponible sur le site internet de Bio Suisse (cf. lien ci-dessous). *Sara Gomez, Bio Suisse*

www.bio-suisse.ch > Producteurs > Cahier des charges & règlements > Modèles et formulaires > Contrat pour la transformation à façon de denrées alimentaires et d'aliments... (PDF)



Conditions renforcées pour les producteurs qui livrent au commerce de détail. *Photo: Depositphotos*

De la feuille d'information au magazine du mouvement bio

Le Bioactualités a 30 ans. Conjointement avec le FiBL et Bio Suisse, il veut continuer de favoriser le dialogue entre la recherche et la pratique et d'offrir de l'espace pour les débats.

Quand Urs Niggli arrive au FiBL en 1990 pour diriger l'institut, ce dernier publie depuis 1983 le magazine «zB». Il paraît chaque mois, puis seulement tous les deux mois, et chaque numéro est consacré à un certain thème. Le FiBL est à cette époque responsable du contrôle de deux tiers des fermes biologiques suisses. Urs Niggli aimerait les informer plus souvent, notamment au sujet des directives et des contrôles. Il conçoit la feuille d'information A5 «FiBL-aktuell» qui est envoyée pour la première fois en 1991. Ce petit bulletin s'intitule «Bio-aktuell» depuis 1992 et il est envoyé à tous les producteurs bio de Suisse. Urs Niggli raconte que, après la réorganisation de l'ASOAB (Association suisse des organisations d'agriculture biologique, Bio Suisse depuis 1997) et la répartition des tâches entre le FiBL comme organisme de contrôle et l'ASOAB comme organisme de certification, la rédaction commune est mise sur pied en 1993.

Alors responsable du service de conseils du FiBL, Lukas Kilcher transforme en 1994 avec la graphiste Liliane Steiner le «Bio-aktuell» en bulletin d'information A4 avec un layout professionnel. La version française, le «Bioactualités», paraît aussi à partir de 1994, mais avec moins de pages, et certains articles sont publiés en italien dans «L'Agricoltore Ticinese». Le nombre de collaborateurs du FiBL a doublé depuis 1983, la Coop s'est lancée dans la vente de produits bio en 1993 avec

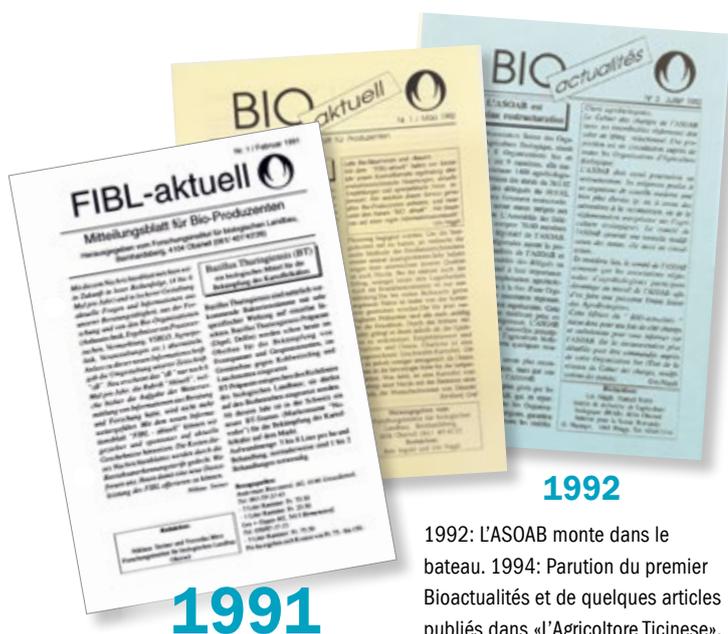
la marque Naturaplan – «Le développement du mouvement et du marché bio nous a fait décider de professionnaliser le Bioactualités afin de répondre à l'augmentation des besoins d'informations», raconte Lukas Kilcher.

Le Bioactualités devient donc en 1995 un «véritable» magazine avec une page de couverture – et aussi la base pour la version actuelle. Son volume passe à 20 pages en deux ans tandis que le tirage passe de 2000 à 5000 exemplaires par mois. Le feuillet transmet l'impression d'une période palpitante et laborieuse. Il y a beaucoup de questions ouvertes: Comment fait-on une reconversion? Qu'est-ce qui définit le bio? Quelles directives doivent être valables? Quand y aura-t-il une ordonnance bio fédérale? Faut-il ou non introduire le principe de la globalité? Mois après mois, le Bioactualités creuse ces questions et cherche des réponses – ou au moins à connaître l'état des discussions – pour les producteurs. Les contrôles sont évoqués dans chaque numéro, et les collaborateurs du FiBL assistent les paysannes et paysans bio avec des conseils pratiques importants et leur signalent des embûches.

Le bio a le vent en poupe et beaucoup de producteurs s'y reconvertissent. Une partie d'entre eux sont plus attirés par l'ouverture du marché bio que par des buts visionnaires, relate Markus Bär, qui a été responsable du Bioactualités pendant 12 ans (de 1995 à 2001 et de 2006 à 2013). «Le mouvement bio a longtemps été un mouvement d'opposition, puis il a dû débattre des directives et des exigences de la transformation et du commerce.» Et à partir de 2003 il y a aussi un «Bioattualità» avec le même layout que pour les deux autres langues.

Bioactualites.ch se met en ligne

La page de couverture et le layout changent progressivement au début des années 2000, et une nouvelle conception émerge



1991

1992

1992: L'ASOAB monte dans le bateau. 1994: Parution du premier Bioactualités et de quelques articles publiés dans «L'Agricoltore Ticinese».



1994

Voilà que la feuille d'information se professionnalise et devient le «Bulletin d'information pour producteurs biologiques».



1995

Parution du premier «véritable» magazine avec une couverture d'une page entière.



1999

Numéro l'adden «Bulle... puis «B...

en 2005. Le nouveau layout se veut plus convivial et plus frais, écrit Alfred Schädeli, qui a été responsable du Bioactualités de 2002 à 2009 (de 2006 à 2009 en tandem avec Markus Bär), dans l'éditorial du numéro 4|2005. Le magazine doit même «continuer de susciter de nombreuses controverses intéressantes.» C'est en 2007 que le site internet «Bioactualités.ch» est mis en ligne. Les productrices et producteurs bio y trouvent des textes de la vulgarisation et de la recherche en rapport avec la pratique (FiBL) et avec le marché (Bio Suisse) ainsi que tous les numéros du Bioactualités depuis 2005.

Stephan Jaun et Petra Schwinghammer arrivent à Bio Suisse en 2010. Avec Stephan Jaun, c'est la première fois qu'un collaborateur de Bio Suisse devient le responsable principal du magazine, et Petra Schwinghammer reprend le travail d'édition, professionnalise les processus et fait diminuer les coûts.

Le nouveau concept de 2015 a amené au layout que nous connaissons aujourd'hui. La table des matières est maintenant dominée par les grands blocs «Production» (agriculture) et «Transformation et commerce» qui correspondent aux départements de Bio Suisse. Le but est «de transmettre de manière encore mieux ciblée les nouvelles et informations spécialisées à notre lectorat, le secteur biologique suisse», écrit Markus Spuhler, rédacteur en chef de 2013 à 2016, dans l'éditorial du numéro 1|2015. Cela reflète aussi les changements internes de Bio Suisse, qui accorde toujours plus d'importance à la transformation et au commerce. Il y a ensuite à partir de 2016 enfin de nouveau un rédacteur romand dans l'équipe du magazine imprimé, Christian Hirschi, puis il est remplacé par Claire Muller en 2020.

Et en 2016 c'est au tour de Bioactualités.ch d'être reconçu. Le site internet reçoit un nouveau design et une optimisation pour les smartphones et les tablettes. En 2018, ça y est: Le volume du Bioactualités rejoint celui de la version allemande, un souhait de longue date du lectorat romand.

Un magazine sur corde raide

Le Bioactualités assume une fonction importante dans le dialogue entre la recherche et la pratique. Le magazine transmet les nouvelles connaissances par des brèves sur des thèmes

d'actualité et des articles sur les travaux de recherche du FiBL, aplanissant ainsi la voie vers les spécialistes de la recherche et du conseil.

Il incombe à notre magazine le rare défi d'informer sur les activités de la Fédération et de l'Institut de recherche tout en étant un magazine spécialisé indépendant. Toutes les rédactions qui ont porté le Bioactualités évoluent depuis le début sur cette corde raide entre communication et journalisme, entre les besoins d'information des institutions et ceux des productrices et producteurs bio. «La scène bio a changé, ce n'est plus un petit groupe de conjurés dont le reste du secteur agricole rit. Elle est arrivée dans le courant dominant. Le Bioactualités exhale moins le parfum du début, est devenu plus professionnel, mais peut-être aussi moins rebelle», observe Markus Bär.

Le Bioactualités doit continuer de montrer les «coins et aspérités» de la scène bio et de rechercher activement «les opinions différentes et les remises en question critiques», peut-on lire dans le nouveau concept publicitaire adopté en 2020 par les deux éditeurs. Finalement, l'agriculture biologique suisse est née à partir d'une multitude de petits groupes, et si elle a aujourd'hui du succès, c'est seulement parce que les différends ont pu trouver des solutions car les thèmes délicats ont été abordés et discutés. Il y a donc toujours de la place pour les opinions opposées et les débats vigoureux. Quelle plateforme y a-t-il aujourd'hui pour cela, si ce n'est le Bioactualités? Katharina Scheuner, journaliste indépendante

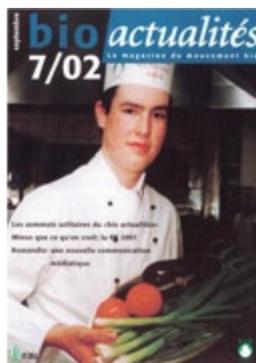


Et 40 ans pour Bio Suisse!

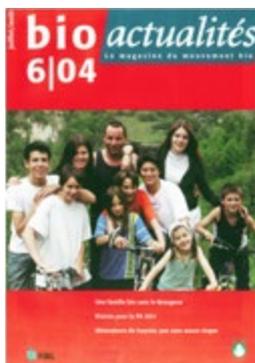
Bio Suisse aussi fête un chiffre rond en 2021. C'est en effet le 1^{er} septembre 1981 que la Fédération a été constituée comme «Association suisse des organisations d'agriculture biologique ASOAB» ayant son siège à Oberwil BL. Pour ce jubilé, le numéro 7 du Bioactualités sera une édition spéciale, et il y aura une cérémonie lors l'Assemblée des délégués du 17 novembre 2021. Toutes nos félicitations, Bio Suisse, et en route pour 40 autres années fructueuses! sf



9
s 7 puis 8 | 1999:
dum du titre devient
n de la production bio»
ulletin de la filière bio».



2002 - 2005
Que la couleur soit! Depuis 2002 il s'appelle «Le magazine du mouvement bio». Depuis 2000, la une et le layout changent constamment, mais à partir de 2003 le «Bioactualités» est publié dans les mêmes «habits» que l'allemand et le français - mais avec un volume réduit.



2005
C'est avec le numéro 4 | 2005 que le Bioactualités est entièrement relooké, et c'est à partir de là qu'il est mis dans les archives en ligne.



2015 bis heute
1 | 2015: Énième nouvelle conception pour aboutir au layout actuel.
Ill.: Archives du Bioactualités

Plus de recherche bio?
Ça ne va pas de soi!



Changement climatique et exigences sociétales – les défis posés à l'agriculture bio sont de taille. Il faut de la recherche bio – et la politique influence la part qui lui est dévolue.

Recherche bio en Suisse, ça signifie avant tout le FiBL. L'Institut fait explicitement de la recherche pour les besoins et le développement de l'agriculture bio. La Confédération compte le FiBL avec son propre institut de recherches Agroscope, la HAFL et l'EPFZ comme centres de compétences centraux d'importance nationale pour la recherche en matière d'agriculture et d'alimentation (voir encadré). Le FiBL obtient donc, en tant qu'institut privé (et d'utilité publique), des fonds fédéraux venant du budget de la «recherche sectorielle». La Confédération a besoin de ce type de recherches pour pouvoir remplir ses devoirs dans onze domaines politiques. Elle dépense pour cela en tout près de 300 mio Fr. «donnés» par le contribuable. «La recherche agricole est dans ce domaine hautement privilégiée», dit Markus Lötscher, le responsable du secteur Recherche, innovation, évaluation de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Près de la moitié de ce «gâteau financier» est attribuée à la recherche dans le domaine politique de l'agriculture, 14,6 mio Fr. pour 2019 selon les feuilles d'information «recherche de l'administration fédérale». Dans le cadre des conventions avec Agroscope et le FiBL, l'OFAG formule ses besoins de recherches d'après les prescriptions légales. Qu'un objectif concret pour la proportion d'agriculture biologique soit ancré ou non dans la politique agricole joue donc un rôle. Actuellement, la Constitution et la loi exigent seulement «une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché».

Le FiBL a reçu en 2019 7 mio Fr. de la Confédération, soit environ un quart de ses besoins financiers. Le Parlement a décidé d'augmenter jusqu'à ce qu'il atteigne 14,5 mio Fr. par année à partir de 2022. L'OFAG alloue quelque 4 mio Fr. par année comme contributions à des projets, dont 2 millions sont réservés à la recherche bio. Les producteurs-trices bio contribuent aussi eux-mêmes au financement du développement de leur méthode d'agriculture: Ils versent à Bio Suisse des contributions sectorielles qui lui permettent de dépenser 1 mio Fr. par année pour la recherche bio.

Les résultats des recherches ne sont que partiellement transposables

En 2019, Agroscope a reçu 136 mio Fr. Selon son mandat, Agroscope cherche des solutions pour une agriculture durable tout le long de la filière alimentaire. «Le but n'est pas une séparation entre agriculture conventionnelle et biologique mais le développement de solutions durables qui puissent être utilisées partout», dit Marc Andrey, responsable de la communication d'Agroscope.

Cela est aussi valable pour la recherche bio, mais inversement: Ses résultats sont surtout demandés dans le reste de l'agriculture quand des méthodes conventionnelles sont inefficaces ou reconnues comme un trop grand risque environnemental et sanitaire. Les résultats des recherches d'une méthode d'agriculture ne sont de loin pas tous pertinents pour une autre. Les conditions-cadres sont trop différentes. «L'agriculture bio étant soumise à d'importantes restrictions de fumure, les essais variétaux effectués en conditions de fumure optimale ne lui sont pas transposables. Et inversement les solutions de l'agriculture bio sont parfois trop chères pour les exploitations conventionnelles car elles ne reçoivent pas de suppléments de prix pour leurs produits», dit Lucius Tamm, membre de la Direction du FiBL.

Selon Markus Lötscher, même la politique agricole actuellement suspendue par le Parlement ne changerait pas grand-chose pour le budget et la part bio dans la recherche agricole fédérale. Mais qu'en serait-il si la Suisse définissait comme l'UE une proportion concrète d'agriculture bio d'ici 2030? «Un tel but politique mesurable nécessiterait évidemment davantage de recherche spécifiquement bio», confirme-t-il clairement. *Stephanie Fuchs*



Une recherche en réseau

La Confédération veut que les acteurs de la recherche agricole se mettent en réseau. Lorsqu'elle finance des projets, elle ne considère que les demandes déposées conjointement par au moins deux institutions. Agroscope, le FiBL, la HAFL et l'EPFZ travaillent donc sur des projets selon différentes combinaisons.

Les autres partenaires de projet peuvent être des institutions qui suivent des axes de recherche différents, comme par exemple la ZHAW Wädenswil (environnement / alimentation / santé / société), la HES-SO Changins (viticulture), Hepia Genève (maraîchage) et les instituts Vetsuisse des universités de Berne et de Zurich (production animale).

Les sélectionneurs bio comme par exemple la Sélection Céréalière Peter Kunz (GZPK), Sativa Rheinau et Poma Culta revêtent aussi une importance capitale pour l'agriculture biologique.

La recherche agricole se fait aussi en collaboration avec des partenaires économiques répartis tout le long de la filière alimentaire. Des entreprises, notamment agroalimentaires et commerciales, financent cette recherche en tant que bénéficiaires directs des résultats. Sur mandat de la Confédération, InnoSuisse favorise les coopérations de ce genre. Et le Fonds national suisse encourage lui aussi la recherche (fondamentale) coordonnée.

Transferts de connaissances de la recherche à la pratique – *et inversement*

La pratique a besoin d'une recherche qui tienne compte de ses besoins et de son expérience. Le contact direct avec les chercheurs crée les conditions nécessaires pour cela.

Toute recherche commence par une question de recherche. Ou en réalité déjà par celle de savoir comment les questions lui parviennent. Ce n'est pas toujours simple pour les praticien-ne-s, et on peut les entendre dire que la recherche passe parfois à côté des besoins de la pratique. Et que leur expérience est trop peu intégrée dans la recherche.

Les universités sont plutôt tournées vers la recherche fondamentale, et c'est d'ailleurs une partie de leur mandat. «Cela ne signifie pas que cette recherche n'est pas pertinente pour la pratique», dit Markus Lötscher, responsable du secteur Recherche, innovation, évaluation de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). «La solution d'un problème pratique est un puzzle composé de nombreuses pièces. Une partie d'entre elles sont fournies par la recherche fondamentale.» Par exemple les connaissances sur les gènes des résistances pour que les sélectionneurs puissent produire des variétés qui ont besoin de peu de protection phytosanitaire. Ou le travail de Bruno Studer, professeur de sélection végétale moléculaire à l'EPFZ, dont l'équipe cherche un sarrasin avec davantage de potentiel et de stabilité de rendement. Car cette plante cultivée riche en protéines et presque oubliée pourrait contribuer à diversifier les rotations des cultures – aussi en agriculture bio.

Recherche participative «on farm»

Les frontières entre la recherche fondamentale et appliquée sont de plus en plus floues. Même les universités font des essais pratiques. Ce que confirme Christian Schaub, professeur d'agroécologie à l'EPFZ. Plus de la moitié de son équipe fait ses recherches en laboratoire ou en environnement contrôlé, ce qui lui fait dire: «Les questions de recherche poussent quasiment sur notre propre fumier.» Mais: «Nous voulons développer la recherche participative «on farm». On ne peut guère y concrétiser des idées «sauvages», mais cela permet une stratégie pour aborder les questions importantes pour la pratique.» Christian Schöb fait de la recherche on farm sur les cultures associées, car il considère que les monocultures – conventionnelles ou bio – ne sont qu'exceptionnellement durables.

Les hautes écoles spécialisées et les instituts de recherche sont essentiellement axés sur la recherche appliquée. À la HAFL, différentes questions de recherche concernent spécifiquement l'agriculture bio. Par exemple, l'équipe de Hans Ramseier, chargé de cours de protection phytosanitaire et de compensation écologique, étudie les mulchs de transfert, les engrais verts pour les fermes sans bétail, le souchet comestible en bio ou l'homéopathie dans la culture de la pomme de terre. Avec le soutien financier de Bio Suisse. «Mais ce qui nous inté-

resse le plus, c'est l'optimisation des systèmes agricoles dans les grandes cultures pour arriver à la meilleure utilisation possible des ressources avec des rendements adaptés aux conditions locales et une bonne qualité», dit Andreas Keiser, professeur de grandes cultures et de sélection végétale. La recherche on farm est ici une source importante pour identifier les besoins de la pratique, car chaque projet peut impliquer entre 20 et 50 fermes d'essais – notamment bio. «Cela suscite des échanges intensifs avec les chef-fe-s d'exploitation», raconte Andreas Keiser. «Plusieurs équipes de recherches de la HAFL incluent des agriculteurs qui y travaillent à temps partiel. Ils veillent à ce que nous restions les pieds sur terre.» La HAFL accorde une grande importance au contact régulier avec les organisations de producteurs, et elle représente la recherche dans des commissions interprofessionnelles comme Sucre Suisse ou Swisspatat. La pratique agricole y est aussi représentée, ce qui permet de connaître ses besoins de recherches. La HAFL – comme d'autres institutions de recherches – présente les résultats de ses recherches lors de congrès sectoriels ainsi que lors d'ateliers et d'événements qu'elle organise.

Le FiBL mène depuis sa création en 1973 de la recherche pratique participative chez les producteurs bio. Plus de 200 producteurs prennent ainsi part chaque année à des projets de recherches. «Notre recherche on farm se déroule d'égal à égal», dit Lucius Tamm, membre de la Direction du FiBL. «L'input des chercheurs et les feedbacks des chef-fe-s d'exploitations sont absolument de la même valeur. Nous recevons dans cet échange des expériences et des impulsions très précieuses.» Urs Brändli, paysan bio, président de Bio Suisse et membre du Conseil de fondation du FiBL, l'a vécu dans sa propre ferme. «J'ai reçu les résultats des recherches 1:1 et j'ai pu en retour apporter mon expérience.» Il explique alors: «Les connaissances issues de la recherche se propagent en étant compréhensibles et en faisant boule de neige.» Urs Brändli est donc enthousiasmé par le projet ProBio: «Que ce soit en grands ou petits groupes, cela favorise efficacement les échanges de connaissances entre agriculteurs-trices.»

Au FiBL, la transmission des résultats des recherches à la pratique suit un chemin particulièrement court grâce à son service de conseils, aux séminaires pratiques et aux visites de cultures. La participation du FiBL aux groupes spécialisés de Bio Suisse est aussi importante. «Le FiBL a cela de génial qu'il réunit recherche, conseil et formation sous un même toit», reconnaît Markus Lötscher. Lors de l'octroi des moyens financiers, la Confédération veille donc aussi que les demandeurs prévoient à l'avance de partager leur savoir avec les centrales de vulgarisation et la pratique pour que leurs résultats soient le plus rapidement possible à disposition des praticiens.

«Inversement, le contact intensif avec les chef-fe-s d'exploitations fournit au FiBL des questions de recherches passionnantes», raconte Lucius Tamm. Un paysan a par exemple observé qu'une maladie des plantes pourtant fréquente n'apparaît pratiquement jamais sur ses sols. «Nous ramenons au laboratoire ce genre d'observations de la pratique pour décou-



La recherche en laboratoire et celle dans les entreprises agricoles se complètent pour produire de bonnes solutions pratiques: Chercheuse du FiBL dans le laboratoire pour la sélection végétale, projet de recherche Taureaux bio d'IA. Photos: Anja Wille (à g.); Marion Nitsch (à d.)

vir à quoi ça tient et si on peut en tirer des recommandations pratiques pour les cultures.» Les agriculteurs-trices engagés dans les essais sont aussi une sorte de système d'alerte précoce. «Avec nos vulgarisateurs, ils sont comme des antennes pour les problèmes qui se préparent», dit encore Lucius Tamm. Cela permet à la recherche de s'en occuper assez tôt. Le FiBL considère cependant aussi qu'il doit avoir une longueur d'avance: «Nous devons offrir des solutions pour les problèmes actuels tout en développant l'agriculture biologique d'après-demain, p. ex. pour quand les conditions climatiques auront complètement changé.» Il est conscient que le sens de telles questions d'avenir lointain n'est pas toujours visible pour les praticiens.

Agroscope va se rapprocher de la pratique

Agroscope fait de la recherche sur l'agriculture durable, mais pas explicitement pour l'agriculture biologique. Il y a cependant des projets communs avec le FiBL. La station de recherche de la Confédération recense les besoins de recherches de la branche dans le cadre d'un programme de travail quadriennal. Le recensement pour le nouveau programme de travail 2022 – 2025 a été fait en 2020 au cours de différents ateliers. «Étaient invités des représentant-e-s de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et entre autres aussi Bio Suisse», dit Marc Andrey, le responsable de la communication d'Agroscope. L'importance que les interprofessions accordent à leur souvent petite «fraction bio» est donc décisive. Pour les échanges avec la recherche, la vulgarisation et la pratique bio, Agroscope utilise aussi le Forum national de la recherche bio (FNRB) que la station de recherche de la Confédération dirige conjointement avec le FiBL et Bio Suisse (voir page 12).

Agroscope a jusqu'ici transmis les résultats de ses recherches à la pratique surtout via Agridea et les écoles d'agriculture. La nouvelle «Stratégie d'implantation des sites d'Agroscope» prévoit un rapprochement avec la pratique en

pratiquant sur des domaines agricoles depuis mai 2020 de la recherche on farm, de la recherche orientée vers la pratique et des échanges de connaissances. On ne sait pas encore si des fermes bio feront partie de ces réseaux d'essais de la station fédérale. «Les solutions qui seront élaborées devront cependant être utilisables par toutes les entreprises agricoles suisses», précise Marc Andrey. *Stephanie Fuchs*



Contacts avec la recherche

Agroscope

www.agroscope.admin.ch

→ Simone Meyer, Coordination Échanges de connaissances
simone.meyer@agroscope.admin.ch
tél. 058 467 68 10

FiBL

www.fibl.org

www.bioactualites.ch

→ FiBL Suisse
info.suisse@fibl.org
tél. 062 865 72 72

EPF Zürich

www.ias.ethz.ch > Forschung

→ Christian Schöb, Prof. für Agrarökologie
christian.schoeb@usys.ethz.ch
tél. 044 632 47 53

HAFL

www.bfh.ch > Chercher: Grandes cultures et sélection végétale

→ Andreas Keiser, Prof. Grandes cultures et sélection végétale
andreas.keiser@bfh.ch
tél. 031 910 21 50

Nouvel élan pour le FNRB

Le Forum national de la recherche bio du FiBL, d'Agroscope et de Bio Suisse veut penser loin dans l'avenir.

Lorsque la Confédération a augmenté son engagement financier pour le FiBL en 2015, elle voulait en même temps favoriser les échanges entre Agroscope et le FiBL. Le Forum national de la recherche bio (FNRB) a donc été créé – avec la participation de Bio Suisse – pour intégrer le point de vue la pratique. Les directeurs des trois institutions forment sa direction. Le forum veut faciliter l'accès aux résultats des recherches, mais aussi identifier les besoins de toutes les parties prenantes comme base pour la planification des recherches. Le FNRB a donc essayé de recenser systématiquement les besoins de la pratique pour influencer immédiatement l'orientation de la recherche.

«Le projet a hélas sous-estimé les influences des différentes forces sur les agendas des deux instituts», dit Balz Strasser, Directeur de Bio Suisse. Ce que confirme Lucius Tamm, Directeur du FiBL pour la coopération: «Nos bases de planification sont les besoins de l'agriculture, mais aussi de l'industrie en amont et en aval, la politique, et enfin les conventions de prestations avec la Confédération.» Le FiBL doit couvrir la majeure partie de ses besoins financiers par des contributions de tiers, ce qui détermine aussi une partie de ses questions de recherche. Et la recherche doit en plus trouver des propositions de solutions pour les problèmes futurs. «Si nécessaire avec de la recherche fondamentale longtemps avant que ces problèmes deviennent tangibles dans la pratique», ajoute-t-il. Agroscope est financée à 90 % par la Confédération et le programme de travail doit suivre son concept pour la recherche. Finalement les instituts sont aussi des concurrents sur le marché de la recherche. Et la Confédération exige de la coordination tout en préconisant la concurrence. «Elle apporte aussi une amélioration de la qualité scientifique», affirme Markus Lötscher, responsable du secteur Recherche, innovation, évaluation de l'OFAG.

Une plateforme pour les «hot topics»

Le FNRB veut maintenant définir les principaux besoins de recherches spécifiquement bio exprimés par la pratique et les mettre à disposition des scientifiques. Il doit donc fonctionner

comme une sorte de fabrique d'idées pour les gens qui n'ont pas d'œillères et qui aiment les débats.

Le 10. 3. 2021, le redémarrage du FNRB sera un atelier prospectif en ligne. L'actuel cercle du FNRB ainsi que des hôtes sont invités. Ils doivent se poser les questions suivante: Quelle contribution une hypothétique proportion de 50 % d'agriculture bio d'ici 2035 peut fournir à l'alimentation durable de la Suisse? Quelle influence cela aurait-il sur l'alimentation, la santé, l'environnement? Quels obstacles et conflits d'objectifs y a-t-il sur la voie qui y mène? Qui sont les principaux acteurs le long de la filière de création de valeur? De quelles mesures (plan d'action) cette transformation aurait-elle besoin pour la protection phytosanitaire, le système de certification ou la logistique?

«Ces 50 % ne sont pas à comprendre comme un but du FNRB», dit Balz Strasser, «mais comme une hypothèse concrète et nécessaire pour la réflexion.» Si on veut pouvoir maîtriser les dommages environnementaux causés par le système alimentaire, la politique devra tout de même bientôt fixer un objectif bio courageux. Une fois que le piquet sera planté, il y aura quasi automatiquement assez d'argent qui sera investi dans l'élaboration de solutions.

Des groupes de discussions thématiques vont se constituer. Ils seront actifs jusqu'en automne. Ils pourront recourir à des expert-e-s pour des inputs ou du suivi. Pour la question des habitudes alimentaires, cela pourrait être par exemple des représentant-e-s des consommateurs-trices, des éthicien-ne-s, des psychologues et des étudiant-e-s. Les discussions seront ensuite dépouillées, résumées et présentées sur Bioactualités.ch. Un congrès présentera à la fin de l'année les principaux résultats. «2021 va montrer si nous arrivons à motiver pour le FNRB les personnes intéressées par l'agriculture bio», dit Balz Strasser. «Le fait que la pratique et la recherche aient des échanges directs dans ce forum reste une de ses principales caractéristiques», complète Lucius Tamm. *Stephanie Fuchs*



Congrès national de la recherche bio

Le FNRB organise tous les deux ans un congrès. Celui de 2020 était sur le thème de la santé des plantes, montrant que la recherche bio utilise les méthodes les plus modernes. «Cela est impérativement nécessaire pour que l'agriculture bio continue de trouver des réponses aux grands défis de l'agriculture», dit Lucius Tamm. Les exposés des chercheurs-euses du FiBL, d'Agroscope, de la HAFL, de l'EPFZ et d'IBMA Switzerland suivaient la structure de la pyramide de la protection phytosanitaire. Les mesures phytosanitaires indirectes sont prioritaires en bio. «L'approche holistique est un must même dans le reste de l'agriculture», avait dit dans son mot de la fin la Directrice d'Agroscope Eva Reinhard. La protection phytosanitaire directe reste indispensable comme solution de secours, mais elle n'agit qu'à court terme. Une comparaison a montré que c'est aussi valable pour les pesticides conventionnels. «Même la massue chimique ne peut pas corriger les erreurs agronomiques», avait alors commenté Urs Brändli, le Président de Bio Suisse.

 www.bioactualites.ch > Chercher (avec les guillemets):

«Conférence de recherche»



Les groupes de discussions seront très importants au sein du FNRB.

Savoir planifier *les essais pratiques*

Il faut une autorisation pour mettre de nouveaux intrants pour l'agriculture bio au banc d'essai dans les champs.

Les innovations font avancer l'agriculture biologique. Les essais pratiques sont indispensables pour tester rapidement et efficacement les plus récents résultats des recherches et les amener dans les champs. La recherche fondamentale permet aux chercheurs d'étudier plus à fond les nouveaux produits et méthodes et d'en estimer le potentiel, mais ces méthodes ne réussissent leur véritable grand test que quand elles font leurs preuves directement dans les champs. Les nouveaux produits ne figurant le plus souvent pas encore dans la Liste des intrants, leur utilisation n'est pas autorisée pour les fermes Bourgeon. Cependant, les autorisations d'essais écrites (voir encadré) permettent aux agriculteurs-trices de faire des essais pratiques, ce qui les prémunit puisqu'ils peuvent ainsi prouver lors du contrôle bio qu'un produit ne figurant pas encore dans la Liste des intrants a été utilisé en toute légalité sur une parcelle. Les essais pratiques de ce genre doivent fournir des données exploitables et se limiter à une surface la plus petite possible.

Les autorisations couvrent autant les essais exacts que les essais en bandes proches de la pratique. Leur ampleur dépend du genre d'essais et des conditions locales, par exemple de la largeur des machines utilisées ou du mode d'action du produit testé. Ce dernier peut être utilisé sur au maximum la moitié d'une parcelle, le reste étant soit cultivé comme d'habitude soit sans traitement. À part les nouveaux intrants, les essais pratiques servent souvent à vérifier des indications lacunaires, par exemple quand on suppose qu'un produit phytosanitaire peut avoir la même efficacité en viticulture qu'en arboriculture. En cas de réussite, une autorisation par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et finalement un enregistrement dans la Liste des intrants deviennent possibles.

L'année passée, le FiBL a autorisé une huitantaine de tels essais pratiques. Par exemple chez Daniel Vetterli, un agriculteur de Rheinklingen TG. «Je suis satisfait par la collaboration et le suivi, et je continuerai de mener des essais pratiques sur mon domaine», témoigne Daniel Vetterli, qui a fait durant l'été 2020 avec le FiBL des essais dans la betterave sucrière et les oignons.

Ne jamais démarrer un essai sans autorisation

Les demandes sont le plus souvent déposées par un institut de recherche ou une société après que les détails de l'essai aient été discutés avec l'entreprise agricole. La demande comprend un formulaire de demande et un plan d'essai. Les essais pratiques ne sont en principe autorisés que s'il y a une chance d'enregistrement dans le Cahier des charges de Bio Suisse ou dans la Liste des intrants. «Nous vérifions soigneusement la biocompatibilité de chaque demande», dit Jacques Fuchs, de l'équipe des essais pratique du FiBL. «En cas d'incertitudes, on s'adresse suivant les besoins à des spécialistes du FiBL, à l'OFAG ou aux commissions de labellisation de Bio Suisse.» S'il n'y a plus de clarifications nécessaires, la décision d'octroi



Le produit à tester peut être utilisé au maximum sur la moitié de la parcelle. Champ d'essai avec du maïs à Mellikon AG. Photo: Jacques Fuchs

d'une autorisation d'essai peut être prête en quelques jours. Jacques Fuchs souligne que l'autorisation écrite est une protection pour les entreprises agricoles afin de pouvoir présenter les documents nécessaires lors du contrôle bio. Car elles sont responsables de ne démarrer des essais que si elles ont l'autorisation écrite nécessaire. Si cette étape est sautée, le contrôle bio peut déboucher sur des points de sanctionnement et une taxe administrative. Le nombre de points de sanctionnement dépend de l'essai et des produits utilisés, et cela peut aller jusqu'à une suspension du label en cas d'infraction grave au Cahier des charges de Bio Suisse. Un essai pratique dure en général une période de culture, donc les autorisations ne sont valables que pendant la période convenue. Quand un essai est terminé, les demandeurs remettent au FiBL un rapport final. Aline Lüscher



Démarrer un essai pratique en étant bien préparé

L'autorisation écrite d'un essai est le coup d'envoi pour un essai au champ. Les explications correspondantes et le formulaire de demande pour les essais pratiques dans les fermes bio sont mis à disposition en ligne par le FiBL.

www.listedesintrants.ch > Essais pratiques
→ Jacques Fuchs, Autorisations d'essais, FiBL
jacques.fuchs@fibl.org
tél. 062 865 72 30



À Allens VD, Gaïta et Corentin Tissot consacrent une douzaine d'hectares à l'agroforesterie. Séparées de 25 mètres environ, les lignes de chênes, de bouleaux, ou de tilleuls créent des microparcelles cultivées en céréales, lentilles ou sarrasin, et pois chiches. Photo: Claire Muller

L'agroforesterie, l'art de placer l'arbre au coeur des systèmes agricoles

Pratiquée jusqu'à présent par quelques pionniers, l'agroforesterie est désormais un système de production à part entière, soutenu officiellement, et qui séduit des dizaines de producteurs en Romandie.

Bouleaux, tilleuls, charmes, saules, mûriers, noisetiers ... Au domaine du Clos des Papillons, on ne cultive plus seulement des céréales ou des légumineuses, mais aussi des arbres et des haies. Voilà en effet huit ans que Corentin et Gaïta Tissot ont décidé de restructurer leur domaine d'Allens VD en plantant des essences forestières et fruitières dans près de la moitié de leur 25 hectares de SAU.

«En 2012, à la reprise du domaine, nous avons vécu un été caniculaire et particulièrement sec», raconte le couple d'agriculteurs. «Nous nous sommes aperçus que, à proximité des arbres présents historiquement dans nos parcelles, l'herbe repoussait plus facilement à l'automne et que le bétail y trouvait volontiers refuge.» Le projet prend aussitôt naissance: «Vu la fréquence grandissante des accidents climatiques nous avons été rapidement convaincus que l'avenir de notre domaine, que nous souhaitons autonome et résilient, passait par les arbres.»

Pépiniériste de formation, Corentin liste dans un premier temps toutes les essences qu'il peut planter sur ses terrains argileux situé à 550 mètres d'altitude. Son pari est simple: jouer sur la diversité des essences pour tirer un maximum de profit à court et à long terme de la présence des arbres. «Notre premier objectif était de créer le plus rapidement possible un effet parasol sur nos cultures pour les protéger des coups de chaud», explique le trentenaire. «Nous comptons d'abord sur les bouleaux, une essence à croissance rapide, qui arriveront en fin de cycle d'ici 20 à 30 ans. Après quoi les tilleuls prendront le relais, à l'horizon de 30 à 50 ans. Enfin, les chênes, charmes et foyards, à croissance beaucoup plus lente, feront leur effet pour les 100 à 150 années à venir.» Sept ans après les premières plantations, la démarche des Tissot s'avère déjà payante: L'ancienne parcelle de 5 hectares exposée plein ouest, en légère pente, est devenue un étonnant paysage structuré, fait de longues lignes d'arbres encore sveltes mais déjà hauts qui scindent de multiples microparcelles consacrées à des cultures différentes - sarrasin, lentilles, céréales, etc.

S'il est encore trop tôt pour évaluer les effets des arbres sur les cultures d'un point de vue micro-climatique, les intérêts agronomiques de l'agroforesterie sont déjà bien présents: «L'arbre limite l'érosion, améliore la structure des sols et agit comme une pompe à nutriments, augmentant de facto la fer-

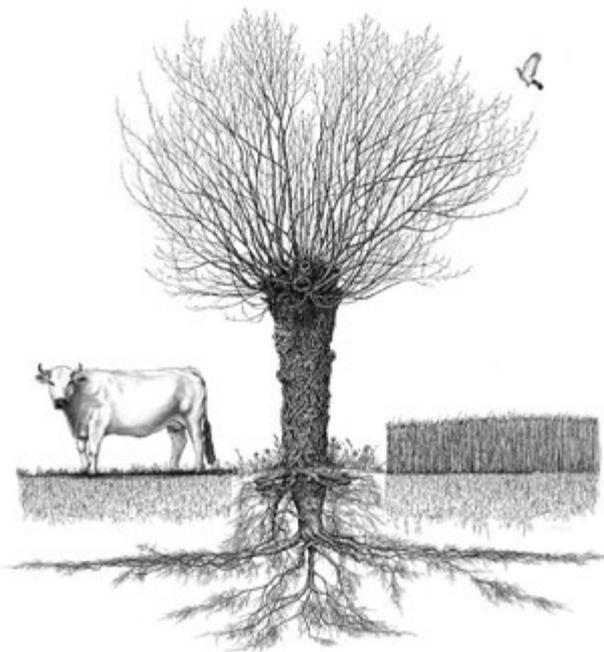
tilité des parcelles», énumère Pascal Olivier, responsable de l'antenne romande de Bio Suisse et engagé à ce titre pour le développement de l'agroforesterie. «Outre la création de micro-climats permettant d'atténuer les effets des accidents climatiques – canicules, sécheresses, fortes pluies –, ce système sylvoarable comprend des bandes herbeuses qui constituent une ressource évidente pour les auxiliaires. Il s'avère donc tout à fait indiqué pour les agriculteurs bio.»

Tout n'est cependant pas si simple dans la mise en place d'un tel projet. «Les adventices menacent d'envahir nos lignes plantées d'arbres, et les taupes s'en donnent aussi à cœur joie», recense Corentin Tissot. «Et la croissance des bouleaux est quelque peu péjorée par les corneilles, car elles cassent les branches en s'y perchant.» Il en fallait cependant davantage pour décourager l'innovant paysan et sa compagne. C'est d'ailleurs sans hésiter qu'ils ont rejoint cet automne le projet ressource mené conjointement par quatre cantons romands, Agridea et Bio Suisse et financé par l'OFAG selon l'article 77a LAgr (voir encadré ci-dessous). «Sur cinq hectares, nous allons tester de nouvelles essences, et surtout un nouveau mode de conduite: la trogne», s'enthousiasme Gaïta Tissot. «Les arbres-têtards, taillés tous les deux ans, fourniront du bois raméal fragmenté (BRF), une alternative idéale pour les litières de nos chevaux.»

Les nouvelles rangées qu'ils viennent de mettre en place, larges de deux mètres, sont plantées nettement plus densément: «Non seulement nous plantons des arbres, mais également des arbustes, de façon à créer un étage de végétation supplémentaire et à occuper davantage le terrain, allégeant le travail de désherbage de la bande plantée.»

Un stockage de carbone plus efficace qu'en forêt

Protection du sol contre l'érosion, création d'un micro-climat, amélioration de la biodiversité: la liste des atouts de l'agroforesterie moderne est longue. «Et c'est sans compter la captation de carbone», glisse Corentin Tissot. «L'agroforesterie permet de stocker bien plus de carbone dans le sol qu'une forêt.» En effet, les racines sont forcées à descendre à au moins un mètre de la surface du sol, via l'action d'une sous-soleuse, qui coupe les racines superficielles et les empêche de créer une concurrence hydrique ou nutritive à l'égard des cultures ou prairies.



Les racines sont coupées de façon à ne pas concurrencer les cultures ou la croissance de l'herbe. Illustration: màd

«L'antagonisme arbre-culture est une fausse idée qu'on se fait de l'agroforesterie», confirme Johanna Schoop, experte pour Agridea, qui conseille et accompagne les projets depuis six ans. «L'arbre est encore trop souvent considéré comme un ennemi, un obstacle à la mécanisation et à la rationalisation – à tort!»

Gaïta et Corentin Tissot l'affirment volontiers. «L'arbre ne doit plus faire peur aux paysans. Malgré le passage d'un gazoduc et d'une ligne à haute tension sur nos parcelles, les contraintes administratives et les drainages, nous avons réussi à planter environ 400 arbres!» Et d'imaginer qu'ils ne tireront de leur vivant qu'une toute petite partie des bénéfices de leur démarche n'entame pas leur enthousiasme. «Mais les générations suivantes, à commencer par nos filles, Olivia et Sephora, bénéficieront de nouvelles sources de revenu et de nouvelles opportunités de diversification.» Claire Muller

140 fermes romandes prennent part au projet ressource Agroforesterie pour les six prochaines années

Après le projet-pilote qui avait permis, de 2014 à 2018, de créer une plateforme d'échanges autour de l'agroforesterie, le nouveau projet ressource, cofinancé par l'OFAG et quatre cantons romands (Genève, Vaud, Neuchâtel et Jura), va permettre à 140 paysans de se lancer à leur tour dans l'agroforesterie. «Un budget conséquent va financer la plantation de plus de plus de 10 000 arbres sur près de 300 hectares», résume Johanna Schoop, co-responsable du projet.

Outre le suivi des rendements, le monitoring de la biodiversité, de l'évolution de la fertilité des sols et bien sûr de la quantité

de carbone séquestré, le but du projet ressource est de tester le maximum de modèles sylvoarables possibles. «Outre les traditionnelles lignes d'essences fruitières et de feuillus indigènes, nous encourageons également les buissons fourragers – à base de mûriers et de noisetiers par exemple – qui permettent de prolonger la durée de la pâture», explique Pascal Olivier. «Le fait d'arboriser les parcs de poules pondeuses ou les enclos destinés aux porcheries mobiles sera également soutenu.»

Outre le cumul de connaissances et d'expériences en la matière, les six années de projet à venir vont également permettre

d'inscrire enfin l'agroforesterie comme un système de production à part entière. De quoi réjouir Johanna Schoop. «Il est prévu que la prochaine Politique agricole permette aux agriculteurs concernés d'obtenir des contributions spécifiques.»

- 📄 www.agroforesterie.ch
- 📄 www.agridea.ch/page/projet-agroforesterie/
- 📄 www.bioactualites.ch > cultures > durabilité > agroforesterie
- Johanna Schoop johanna.schoop@agridea.ch
- Pascal Olivier pascal.olivier@bio.suisse.ch

Projet «Porc bio 100.0»: Résultats et constats techniques et alimentaires

Les acheteurs proposent de modifier à titre d'essai leur schéma de déductions pour la viande de porc bio en faveur d'une alimentation 100 % bio. Mais les producteurs sont-ils prêts à suivre?

Cela a duré longtemps. Après quasiment 20 ans de discussions, une solution est maintenant en vue. Les premières discussions avec les acheteurs leur ont fait savoir en 2003 qu'il est difficile pour les engraisseurs de porcs bio de respecter les limites pour l'indice de graisse dans le lard de dos. Même le remplacement de ces limites par l'indice PUFA et l'indice d'iode en 2014 n'a pas permis de résoudre le problème des fermes bio: Si les porcs sont nourris avec des aliments bio, les indices PUFA du lard sont souvent plus hauts qu'avec un affouragement conventionnel, ce qui peut provoquer des déductions (voir encadré). La qualité de la viande de porc s'est certes améliorée avec l'introduction du paiement à la qualité de la graisse dans les abattoirs, mais elle pose des exigences restrictives à l'affouragement.

Par exemple, les tourteaux d'huilerie sont prédestinés pour l'alimentation porcine biologique – ils contiennent des protéines de bonne qualité et, en tant que sous-produits de l'industrie alimentaires, ce sont des aliments durables. Leur teneur en huile peut cependant les rendre critiques pour les indices PUFA et d'iode, et les acides aminés isolés sont interdits en agriculture biologique. Ils ne sont en fait pas nécessaires pour les porcs d'engraissement si on regarde leurs exigences physiologico-nutritionnelles et les composants fourragers à disposition. Mais ici aussi les valeurs limites pour la qualité de la graisse contrecarrent les plans. Pour atteindre les teneurs voulues en acides aminés sans dépasser les indices PUFA, l'aliment

d'engraissement bio est donc encore maintenant complété avec 5 pourcents de protéine de pomme de terre conventionnelle, ce qui ne sera plus possible à partir de 2023 quand l'Ordonnance bio exigera pour les porcs une alimentation 100 % bio. Actuellement, 15 pourcents des lots sont touchés par les déductions des abattoirs, et ce sera probablement nettement plus avec une alimentation 100 % bio. En ce moment, 80 pourcents des porcs bio suisses sont commercialisés dans la grande distribution et sont donc concernés par ces valeurs limites.

Le projet «Porc bio 100.0»

Les discussions menées au sein du secteur porcine ont montré que, pour résoudre cette problématique, il faut une réflexion globale de l'ensemble de la production porcine – de l'élevage à la commercialisation en passant par l'alimentation et la transformation. Le FiBL a donc lancé en 2017 le projet quadriennal «Porc bio 100.0» qui est financé par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et Bio Suisse et mené conjointement avec Agroscope, Suisag et la HAFL.

En agriculture biologique, les porcs devraient être nourris de manière durable et conforme à leurs besoins sans nuire à leur santé, et il faut aussi pouvoir fabriquer des produits de haute qualité avec leur viande. C'est pourquoi le projet a étudié comment l'alimentation bio influence la qualité, les propriétés sensorielles et l'acceptation des produits par les consommateurs. Des rations pour les porcelets et les porcs d'engraissement ont aussi été testées quant à leur influence sur la santé, la productivité et la composition des carcasses. Il devait en outre apparaître que l'alimentation bio touche à ses limites avec les actuelles exigences pour la qualité de la viande et de la graisse et qu'il faut d'autres critères pour l'agriculture biologique. Un résumé des principaux résultats du projet se trouve ci-après. Les résultats complets sont disponibles en ligne (voir encadré).



Dans un essai avec de l'aliment 100 % bio mené chez quatre producteurs, tous les groupes ont eu des déductions. Photos: Barbara Früh, FiBL

L'essai sur l'alimentation des porcelets a porté sur quatre aliments. Il est apparu que l'utilisation d'une ration 100 % bio est possible sans que cela entraîne de diminutions de performances ou un moins bon état sanitaire. Une prolongation de la durée de l'allaitement s'est révélée positive.

Un essai d'engraissement mené par Agroscope a permis d'élaborer une ration 100 % bio qui a produit à l'abattage des indices PUFA et d'iode qui se situaient juste en dessous de la limite pour les déductions. Cela montre que, même dans des conditions standardisées, il est difficile de respecter ces valeurs limites. Cet aliment 100 % bio a été comparé à un autre à 95 % bio dans un essai d'engraissement mené chez quatre producteurs. Tous les groupes des essais sont ont eu des déductions. Bien que les mêmes aliments aient été testés dans les quatre fermes, les indices PUFA variaient beaucoup de l'une à l'autre. Cela montre que d'autres facteurs que la composition des aliments influencent la qualité de la graisse.

La station d'essais de Suisag à Sempach n'a pas pu trouver de lignées de verrats dont les descendants conviennent bien pour l'alimentation bio. Quelques verrats présentent cependant des caractéristiques qui pourraient être pertinentes pour l'agriculture biologique. L'étude de l'idée d'élaborer un indice bio pour les verrats terminaux se poursuit.

Dans les essais de transformation, des produits à base de lard avec un indice PUFA élevé (18.3) ont pu être fabriqués sans problèmes ni diminutions de qualité. Et les études sensorielles ainsi qu'une enquête auprès des consommateurs n'ont pas permis de constater des différences significatives entre les différentes variantes. L'«effet label» s'est révélé intéressant: Les personnes sondées ont trouvé qu'un produit déclaré bio était gustativement meilleur qu'un produit déclaré conventionnel.

Solution sectorielle en vue

L'ensemble de la branche a participé à la conception du projet de recherche – de la planification jusqu'à la clôture – pour qu'il soit le plus près possible de la pratique. Sur la base des résultats, les acheteurs sont maintenant prêts à soutenir la mise en œuvre de l'alimentation 100 % bio en offrant provisoirement pendant deux ans un système de paiement différent. Les déductions partent toujours des mêmes valeurs limites qu'actuellement, mais leurs montants sont beaucoup moins élevés (voir encadré). Cela devrait permettre aux producteurs, aux moulins et aux entreprises de transformation d'amasser des expériences avec l'alimentation 100 % bio et de l'optimiser avant que la réglementation imposée par l'Ordonnance bio entre en vigueur en 2023.

Il y a maintenant trois scénarios pour la manière de mettre à profit les deux prochaines années afin de mettre en œuvre l'alimentation 100 % bio avec les modifications des déductions.

① Solution sectorielle: Les producteurs, moulins fourragers et acheteurs conviennent qu'à partir du 1^{er} janvier 2022 tous les porcs d'engraissement bio sont nourris avec des aliments 100 % bio. Vu que les acheteurs et les moulins fourragers soutiennent la démarche, la balle est maintenant chez les producteurs. La CI PBS (Communauté d'Intérêts Porc Bio Suisse) a envoyé à ce sujet une enquête, et la décision appartient à ses membres.

② Ancre dans la réglementation de Bio Suisse: Une modification de règlement pour le 1^{er} janvier 2022 sera envoyée en consultation aux organisations membres.

③ Si on ne parvient pas à faire aboutir une solution sectorielle



Des essais ont montré que des produits avec un indice PUFA élevé étaient faciles à transformer.

ou une modification de la réglementation, certains producteurs pourraient passer à une alimentation porcine 100 % bio et compter sur les modifications des déductions. La mise en œuvre ne serait alors pas liée à une date et pourrait déjà démarrer en 2021.

Bio Suisse préfère la solution sectorielle. C'est donc maintenant aux producteurs de porcs de répondre. Peter Haldemann, membre du groupe spécialisé Viande de Bio Suisse et éleveur de porcs bio, dit à ce sujet: «Je compte sur mes collègues pour participer à une solution sectorielle et mettre en œuvre le plus vite possible l'alimentation porcine 100 % bio. La concession faite par les acheteurs au niveau du modèle de prix est unique en son genre. Nous n'avions encore jamais pu aller aussi loin, et nous devons absolument mettre cette chance à profit.» Barbara Früh, FiBL

→ Barbara Früh, Coresponsable du groupe Détenion animale et sélection, FiBL
tél. 062 865 72 18



Déductions pour les indices PUFA élevés

PUFA est l'acronyme de Polyunsaturated Fatty Acids, en français acides gras polyinsaturés. Plus il y a de PUFA plus la graisse est molle et plus elle s'oxyde vite.

Déductions par kilo de poids mort, actuelles et nouvelles:

PUFA	actuelles	Fr. -.10	nouvellement négociées	Fr. -.01
PUFA 15,6-16,5	}	Fr. 1.-		
PUFA 16,6-17,5			Fr. -.40	Fr. -.10
PUFA 17,6-18,5				Fr. -.50
PUFA 18,6-19,5				Fr. -.70
PUFA ab 19,6				Fr. 1.-

Résultats du projet et fiches techniques

Les autres résultats du projet «Porc bio 100.0» sont disponibles en ligne.

www.bioactualites.ch > Élevages > Porcins > Alimentation 100 % bio

Le FiBL vient de publier une fiche technique sur l'alimentation des porcs d'engraissement. Elle est disponible en ligne et sera envoyée à tous les engraisseurs de porcs Bourgeon.

shop.fibl.org > N° comm. 1125 (en allemand)

Une fiche technique du FiBL Autriche sur la prolongation de la durée de l'allaitement des porcelets bio est aussi disponible.

shop.fibl.org > N° comm. 1119 (en allemand)

«Progana a plus que jamais sa raison d'être»

Liée à l'histoire du Bourgeon en Suisse romande depuis sa création en 1972, la coopérative Progana vient de revoir sa feuille de route et réaffirme sa légitimité. À sa tête depuis peu, le duo Bonvin-Zimmermann ne cache pas ses ambitions.

Quelles valeurs défend aujourd'hui Progana?

Kurt Zimmermann: Notre raison d'être est simple: organiser et coordonner la mise sur le marché des produits agricoles biologiques, qu'ils soient bruts, semi-transformés ou transformés, élaborer des solutions pour leur écoulement et gérer l'offre et la demande pour garantir des prix corrects.

Sylvie Bonvin: Nous défendons depuis notre création les valeurs du commerce équitable. Nous revendiquons une répartition correcte des marges, à chaque niveau de la chaîne de valeur.

Progana peine encore aujourd'hui à se faire connaître et reconnaître, que comptez-vous mettre en place pour gagner en poids dans les négociations et en représentativité par rapport à la branche?

Sylvie Bonvin: L'arrivée de Kurt, notre nouveau directeur, qui possède un savoir-faire en matière de négociation, correspond à une volonté de professionnaliser la structure pour gagner en poids dans les négociations avec les autres acteurs du marché, à commencer par la grande distribution.

Kurt Zimmermann: L'un des principaux défis auxquels nous devons faire face aujourd'hui est effectivement de l'ordre de la représentativité – il nous faut clairement gagner en poids et en légitimité pour nous faire davantage entendre en tant qu'acteur du marché. Avec Bio Suisse, qui est le garant d'un label et d'un cahier des charges et avec qui il y a une séparation

claire des pouvoirs, la collaboration est saine et bénéfique. La solution serait que les membres adhèrent directement à Progana plutôt qu'aux organisations de marché. Une réflexion est en cours à ce sujet.

Sylvie Bonvin: En outre, il y a un enjeu financier derrière cette stratégie. Force est de constater que nous manquons encore cruellement de moyens. Une source nouvelle de revenus serait l'affiliation directe de tous les paysans souhaitant commercialiser leur production par le biais de Progana, et plus seulement des organisations membres.

En termes commerciaux, quels sont aujourd'hui les marchés les plus préoccupants à vos yeux?

Kurt Zimmermann: Celui des céréales est soumis à une très forte pression. La grande distribution a en effet tendance à faire baisser les prix sous prétexte d'une production excédentaire alors que l'auto approvisionnement est de moins de 65%. Si les marchés commencent effectivement à stagner, c'est avant tout parce que les prix pratiqués en magasin par les revendeurs sont excessifs!

Sylvie Bonvin: L'attitude de la grande distribution est inacceptable, elle refuse toute transparence quant à sa politique de marge. Cette forme de pression sur les prix ne devrait pas exister car il y a une demande forte de la part des consommateurs pour des céréales bio. Le marché est bel et bien là!



Progana doit encore pouvoir renforcer sa position en Suisse romande, selon Sylvie Bonvin et Kurt Zimmermann. Photos: Claire Muller

Quels sont les chantiers en cours pour votre organisation?

Kurt Zimmermann: La luzerne déshydratée est au cœur de nos préoccupations du moment. D'ici 2022, les producteurs de lait bio affiliés à Bio Suisse devront se fournir en fourrages de provenance 100 % helvétique pour alimenter leurs ruminants. La proportion maximale d'aliments concentrés devra être divisée par deux pour descendre à 5 pourcent. C'est une réelle source d'inquiétude pour eux et, dans ce contexte, il y a évidemment une carte à jouer pour une filière de luzerne bio cultivée et déshydratée localement! Progana, en collaboration avec les quatre séchoirs – Laupen, Tavel, Orbe et Bure –, a mis en place une charte de qualité afin d'apporter des garanties aux producteurs. Nous planchons également sur la mise en place d'une harmonisation logistique et commerciale comprenant un prix garanti.

Sylvie Bonvin: Une fois cette nouvelle filière créée, nous envisageons de répliquer le modèle avec la production de bouchons de maïs. Là encore, Progana, de par sa vue globale du marché et ses relations privilégiées avec les organisations membres, a toutes les cartes en main pour assumer ce rôle de coordinateur. Et dispose de tous les moyens pour ne pas laisser les agriculteurs démunis en 2022.

Kurt Zimmermann: Autre défi de taille, celui de la création d'une boisson à base d'avoine suisse estampillée Bourgeon. Cet ambitieux projet mené par Progana, la firme Opaline et le FiBL nécessitera la production d'environ 25 tonnes d'avoine vêtue, soit 5 hectares, pour mettre sur le marché 100 000 litres de boisson. Progana y contribue en amenant son savoir-faire, en créant une filière d'approvisionnement, en assurant la qualité de la marchandise ainsi que les aspects logistiques.

Quels autres rôles la coopérative Progana pourrait-elle encore assumer à l'avenir?

Sylvie Bonvin: Ils sont nombreux! Recherche de nouvelles filières, négociation des prix et organisation de l'offre, comme par exemple en oléagineux. Toutes ces missions, opérationnelles et stratégiques, sont désormais dans nos cordes. Les organisations membres de Bio Suisse ne doivent pas hésiter à nous mandater!

Kurt Zimmermann: Prenons l'exemple des brasseries artisanales locales. Il y a là un potentiel évident à explorer pour les producteurs Bourgeon, avec la création d'une filière – de la production des matières premières au brassage, en passant par le maltage des céréales, le tout localement!

Sylvie Bonvin: Et au vu de l'augmentation constante des volumes produits et de la progression des marchés, il faut une structure ayant une capacité à négocier et à rassembler tous les acteurs autour de la table. Il y a aujourd'hui un grand risque de voir les prix diminuer face à l'augmentation de l'offre.

Progana pourrait-elle redevenir un acteur commercial, comme à sa genèse, en prenant également un rôle d'acheteur?

Sylvie Bonvin: Progana, lors de sa création, avait pour vocation non seulement de regrouper les producteurs bio romands, mais également de vendre des marchandises. Progana gérait alors la commercialisation à travers sa propre marque. Ce serait un rôle à réenvisager, mais sur le moyen terme, pour l'instant, notre mission est d'organiser l'offre et de défendre des prix justes et rémunérateurs pour les paysans.

Interview: Claire Muller



Joss Pitt préside la commission lait de Progana.

Le marché du lait bio donne l'exemple

Régulièrement cité comme modèle en termes de gestion efficace de marché, la table ronde du lait bio, animée par Bio Suisse, réunit producteurs, transformateurs et distributeurs autour d'une même table. En plus d'assurer de la transparence et de la réactivité, elle permet à toute la branche de se focaliser sur des objectifs communs. «Il faut reconnaître que le marché du lait bio n'a cessé de progresser ces dernières années, ce qui nous a passablement aidés», reconnaît humblement Joss Pitt, le président de la commission Lait de Progana depuis 4 ans. «Le fait d'imposer pour le Bourgeon un cahier des charges particulièrement strict et exigeant limite également l'afflux de nouveaux producteurs.»

Mais c'est surtout la tenue régulière de séances organisées entre les acteurs nationaux qui permet de toucher la quasi-totalité du lait bio produit en Suisse et d'assurer la bonne santé de la filière, affirme ce producteur de lait de Gampelen BE, également vice-président de la coopérative romande Progana. «Ça permet un bon flux d'information. En cas de difficultés sur le marché, nous disposons de plusieurs leviers, à commencer par la mise en place d'actions commerciales en puisant dans le fonds national dédié au marketing, auquel cotise automatiquement chaque producteur.» Autre possibilité, retarder l'arrivée du lait de reconversion, par le biais d'une liste d'attente. L'outil, utilisé de manière exceptionnelle et temporaire, demeure très efficace. «Enfin, c'est la discussion constante et intelligente entre producteurs, transformateurs et distributeurs, qui permet de trouver des solutions et donc d'éviter des fluctuations du marché», rappelle Joss Pitt. Aux yeux du Bernois, l'un des ingrédients du succès de la filière du lait bio, c'est, pour la coopérative Progana ou toute autre organisation représentant des intérêts collectifs, de disposer de producteurs engagés. «On ne le souligne jamais suffisamment à mes yeux, mais c'est de nous, producteurs, que dépend en grande partie la bonne marche des choses!» Si le Bernois s'avoue volontiers confiant quant à l'avenir de la filière du lait bio, il ne cache pas ses préoccupations concernant les modifications du Cahier des charges qui touchent les producteurs de lait Bourgeon. *cm*



Mühle Rytz AG
Agrarhandel und Bioprodukte

Votre partenaire bio

bio.COMPACT

aliments de qualité pour
poules pondeuses

- ✓ Structure idéale et unique
- ✓ Excellente appétence
- ✓ Meilleure assimilation du fourrage
- ✓ Excellente fluidité

Nous vous conseillons volontiers.

Mühle Rytz AG, 3206 Biberen Tel. 031 754 50 00
www.muehlerytz.ch, mail@muehlerytz.ch



- ✓ Paille et paille hachée
- ✓ Pellets de paille et miettes de paille
- ✓ Foin et regain
- ✓ Foin de luzerne
- ✓ Granulés de luzerne
- ✓ Granulés d'herbe
- ✓ Granulés de maïs
- ✓ Ensilage de maïs plante entière
- ✓ Pulpe de betterave
- ✓ Mélasse
- ✓ Flocons de céréales (ANifloc)
- ✓ Son de blé

Disponible dans différentes sortes d'emballages.

D'autres produits sur demande.

Maintenant actuel

Luzerne

Le fourrage structuré de qualité

fourrages de votre Landi
Infoline gratuite 0800 808 850 · www.fourrages.ch

BIO

Actualités

- Je m'abonne au Bioactualités pour une année, 10 numéros, 53.- francs / étranger 67.- francs
- J'aimerais un exemplaire d'essai gratuit du Bioactualités
- J'aimerais recevoir la newsletter gratuite du Bioactualités
- Je suis en formation et reçois le Bioactualités au tarif réduit de 43.- francs par année (seulement en Suisse, au max. 3 ans). Prière de joindre un justificatif.

Prénom / nom

Adresse

NPA / localité / pays

Courriel

Date

Signature

Découper le talon et l'envoyer à:

Bio Suisse, Édition du Bioactualités, Peter Merian-Strasse 34, 4052 Bâle
Tél. 061 204 66 66, edition@bioactualites.ch, www.bioactualites.ch

Couverts végétaux: Évaluer la biomasse et les éléments nutritifs



Contrôle des adventices, réduction du lessivage de l'azote, apport de matière organique: Les couverts végétaux remplissent d'innombrables services. Ces derniers sont étroitement liés à la production de biomasse. Il est donc impor-

tant de pouvoir l'évaluer efficacement. La biomasse et la quantité de nutriments prélevés par les couverts peuvent ainsi être estimées de façon non destructive. Il suffit d'évaluer au champ la couverture du sol et la hauteur du couvert, et de les multiplier par des valeurs de densité et de teneurs en éléments nutritifs fournies par des tables. Une description détaillée de la méthode est disponible en ligne.

Outre une évaluation de la biomasse et des nutriments restitués, le logiciel en ligne de la méthode MERCI (voir liens ci-après) permet d'estimer la quantité de carbone stable apportée par le couvert. Il donne également des indications sur la

dynamique de minéralisation de l'azote. La valeur alimentaire du couvert est également disponible, pour une valorisation en dérobée. *Marina Wendling, FiBL*

📄 www.progres-sol.ch > Outils > Biomasse et nutriments des couverts végétaux
 📄 www.methode-merci.fr

Conseils Grandes cultures

→ marina.wendling@fibl.org
 fibl.org
 tél. 062 865 17 24



Abattage à la ferme et au pré: Faire vérifier les demandes



Après la finalisation des formulaires de demande pour l'abattage à la ferme et au pâturage par l'Association Suisse des Vétérinaires Cantonaux (ASVC) en août 2020, les premières demandes ont maintenant été déposées. Il vaut la peine de

les envoyer à l'IG Hof- und Weidetötung pour les faire vérifier avant de les déposer. Elles sont vérifiées gratuitement et en toute neutralité. La situation sur place est aussi examinée gratuitement sur demande. Les demandes déjà déposées ont été évaluées de manière assez variable par les autorités, qui donnent souvent une autorisation pour cinq abattages surveillés par un vétérinaire officiel pour qu'elles puissent en vérifier le déroulement. À cause des investissements comme la cage de capture et la remorque de transport, il est recommandé aux agricultrices et agriculteurs de commencer par louer ces équipements

et de ne procéder aux investissements qu'après avoir reçu l'autorisation définitive. *Eric Meili, FiBL*

📄 www.bioactualites.ch > Élevages > Abattage > Formulaires, Demandes
 → Contact avec l'IG Hof- und Weidetötung: passer par Nathaniel Schmid

Conseils Production animale

→ nathaniel.schmid@fibl.org
 fibl.org
 tél. 062 865 17 24
 tél. 079 783 67 42



Biodiversité: Revaloriser les lisières de forêts



La lisière d'une forêt est un habitat diversifié dans lequel se rencontrent des animaux des espaces cultivés et de la forêt. Elle a une importante fonction de mise en réseau. Les lisières ensoleillées sur des sites maigres sont de particulièrement grande valeur: Cela vaut la peine

de les éclaircir généreusement afin de favoriser la biodiversité. La diversité des buissons des lisières éclaircies offre au printemps une multitude de fleurs (voir photo) et toute l'année une grande quantité de baies. Après les avoir sélectionnées avec un forestier, il faudrait laisser sur pied les espèces à croissance lente comme le chêne et le sorbier, mais aussi les arbres morts ou creux. Un entretien est nécessaire l'année qui suit une première grosse intervention pour que la lisière ne repousse pas directement. Il faut absolument éviter de mulcher vers les lisières parce que cela cause de graves dommages à la faune et que la matière végétale laissée sur place a un

effet fertilisant qui fait diminuer la diversité des plantes. *Véronique Chevillat, FiBL*

Autres mesures d'entretien

De plus amples informations sur la revalorisation des lisières de forêts et sur les mesures d'entretien qui favorisent la biodiversité sont disponibles en ligne.

📄 www.agri-biodiv.ch

Conseils Biodiversité

→ veronique.chevillat@fibl.org
 fibl.org
 tél. 062 865 04 12



Huile de palme: Directive complétée

L'huile de palme est pour Bio Suisse une matière première critique, mais elle peut avoir le Bourgeon. Contradiction?

Quatre producteurs au Brésil, en Colombie, à Madagascar et à São Tomé e Príncipe font de l'huile de palme selon le Cahier des charges de Bio Suisse (CDC). La culture des palmiers à huile respecte les exigences essentielles. Cela signifie entre autres que toute la surface agricole doit être en bio et qu'au moins 7% de la SAU doivent être consacrés à des surfaces de promotion de la biodiversité. Bio Suisse franchit pour 2021 une étape de plus et elle complète sa directive pour l'huile de palme. Car cette matière première est à bon droit sous les feux critiques de l'opinion publique.

Une critique permanente

Les organisations environnementales et des droits humains critiquent depuis des années l'explosion de cette monoculture. Pour les quelque 19 millions d'hectares de palmiers à huile qu'il y a dans le monde, d'énormes surfaces de forêts pluviales et de marais ont été respectivement brûlées et asséchées, ce qui a libéré d'incroyables quantités de gaz à effet de serre. La soif pour l'huile de palme continue d'éliminer des faunes et des flores diversifiées et, surtout en Indonésie et en Malaisie, de menacer les bases vitales des populations locales. Comme pour d'autres «cash crops», les plantations de palmiers à huile sont connues pour leurs importantes nuisances. La sensibilité des consommateurs-trices suisses à l'égard de l'huile de palme est donc forte. Qu'est-ce que cela signifie pour Bio Suisse?

L'huile de palme est pour Bio Suisse une matière première critique. «Pour ce thème qui la polarise aussi, la Commission de labellisation des importations (CLI) a demandé dès 2018 l'appui de la Commission de la Qualité (CQ) et du Comité», dit Nike Böger, membre de longue date de la CLI. La Commission est responsable de l'application du CDC à l'étranger. Elle prévoit de continuer d'autoriser de l'huile de palme certifiée pour les produits Bourgeon. Cette décision s'accompagne de la conviction que, très productifs, les palmiers à huile peuvent être cultivés selon les principes de Bio Suisse et que les nou-



Fruits du palmier à huile. Photos: Thomas Bernet, FiBL

velles prescriptions fournissent une contribution positive supplémentaire à la poursuite du développement de ces systèmes cultureux. «Bio Suisse veut montrer des solutions écologiques et sociales au lieu de se joindre à la diffamation systématique de l'huile de palme dans l'opinion publique. Elle peut en effet compléter d'autres graisses et, dans certaines conditions, être produite en ménageant les ressources, ce qui en fait une alternative intéressante p. ex. à la graisse de coco», complète Loredana Sorg, la présidente de la CLI. L'influence directe de Bio Suisse est bien sûr limitée aux producteurs certifiés, mais la CLI est convaincue que ce travail pionnier peut faire tache d'huile, et une autre norme bio internationale a déjà manifesté de l'intérêt pour procéder comme Bio Suisse.

Ce que le CDC exige maintenant en plus

Les producteurs certifiés d'huile de palme devaient jusqu'à maintenant suivre les directives générales de Bio Suisse pour les produits importés. Il est donc p. ex. interdit de cultiver des palmiers à huile sur des marais asséchés ou sur des surfaces de forêt primaire ou de forêt secondaire de haute valeur qui ont été défrichées pour cela après 1994. Le CDC se concentre ici constamment sur le contexte local. La directive pour l'huile de palme exige maintenant de respecter des aspects durables interentreprises, une plus grande diversification à l'intérieur des systèmes cultureux de cette monoculture ainsi que l'ouverture systématique du marché aux petits paysans locaux. Quatre nouvelles exigences sont valables depuis début 2021:

- Les huileries et les entreprises agricoles qui les fournissent sont certifiées selon la norme RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil), dont les contrôles interentreprises complètent les contrôles de Bio Suisse.
- Les entreprises agricoles cultivent au moins 5% de leur surface agricole utile (SAU) plantée avec des palmiers à huile avec des «systèmes cultureux innovants et diversifiés» qui suivent le principe de l'agroforesterie. En plus des palmiers à huile, ces systèmes cultureux intègrent des arbres forestiers, fruitiers et fruitiers à coque ainsi que des cultures de l'écosystème local.
- Les huileries assurent une préparation pauvre en émissions des sous-produits organiques de la production de l'huile brute et retournent ces matières sur les surfaces des cultures, ce qui garantit un cycle des éléments nutritifs idéal.
- En moyenne annuelle, au moins 20% des noix de palme sont achetées à des groupements locaux de petits paysans. Si une huilerie prouve de manière plausible qu'elle ne peut pas atteindre cette proportion par manque de petits paysans, ses producteurs doivent cultiver au moins 10% au lieu de 5% de la SAU selon des systèmes cultureux innovants et diversifiés.

La norme RSPO, élaborée avec le WWF, est toutefois critiquée par différentes organisations environnementales et des droits humains. Elles disent que ce label repose seulement sur des normes minimales et que les infractions sont trop peu sanctionnées. Nike Böger raconte à ce sujet les discussions de la CLI: «La norme RSPO peut avoir certains points faibles, mais



Les régimes de noix de palme peuvent peser jusqu'à 50 kilos et un arbre peut en produire plus de 20 par année. Ici une plantation certifiée en Colombie.

elle s'attaque à des aspects fondamentaux comme la question des droits fonciers et l'inclusion systématique de la population locale dans les processus de négociations menés sur place. Cette norme se développe constamment et met au centre la durabilité interentreprises.» Une étude comparative du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) arrive à une conclusion analogue et la norme RSPO est très bien notée (voir encadré).

«Stop Huile de palme» – et ensuite?

L'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie sera soumis au vote populaire en mars 2021. Le référendum «Stop Huile de palme» s'y oppose parce que la production d'huile de palme de là-bas ne respecte ni les droits de l'homme et du travail ni la protection du climat et de l'environnement. La CLI est cependant d'avis qu'un boycott de l'huile de palme – à l'intérieur et à l'extérieur du secteur bio – pourrait se transformer en boomerang. En effet, un déplacement de la demande vers d'autres cultures tropicales aurait des conséquences écologiques et sociales analogues. Sans compter que cette production est économe en surface car les palmiers à huile fournissent des rendements nettement plus importants que les autres oléagineux.

Si la transformation renonce à l'huile de palme sous la pression de l'opinion publique, cela peut en revanche aussi favoriser les oléagineux indigènes. On peut en effet, pour certains produits, remplacer l'huile ou la graisse de palme non seulement par de l'huile de coco, mais aussi par du beurre ou des huiles de tournesol et de colza hydrogénées. Une étude du FiBL Autriche (voir encadré) attribue à l'huile de colza et de tournesol un bilan climatique nettement meilleur que celui de l'huile de palme tropicale, mais elle compare entre elles seulement des surfaces de cultures conventionnelles. Outre une diminution de la consommation et le remplacement progressif par des huiles indigènes, le FiBL Autriche trouve qu'une production d'huile de palme plus écologique et plus sociale est urgemment nécessaire. En tant qu'important transformateur de produits Bourgeon, la Coop suit depuis 2018 la stratégie d'éviter le plus possible l'huile de palme dans les produits de ses propres marques. Pour ses recettes où l'huile de palme est

irremplaçable, ce grand distributeur accepte uniquement de l'huile de qualité Bourgeon.

La nouvelle disposition d'application pour l'huile de palme est en vigueur depuis début 2021. La CLI va suivre de très près ce processus au cours des années qui viennent, et elle révisera les exigences en fonctions des expériences et des réactions venues du terrain. Dès qu'elle sera consolidée, la disposition d'application sera transformée en règlement que les organisations membres recevront en consultation. *Stephanie Fuchs*



Dans quoi trouve-t-on de l'huile de palme?

Le pressage de la pulpe des noix de palme produit une huile brute rougeâtre. Une fois décolorée, elle est utilisée dans l'industrie alimentaire dans d'innombrables produits finis comme les biscuits, les müsli, les pâtes à tartiner et les pizzas. L'huile de palme n'est pas particulièrement saine à cause de sa haute teneur en acides gras saturés, mais ses propriétés sont très appréciées par l'industrie: Elle est inodore, se conserve longtemps, peut être chauffée à haute température sans faire de fumée et est à la fois solide et facile à étaler à température ambiante, cela contrairement à d'autres huiles qui sont liquides, ont un goût prononcé et rancissent rapidement. Incolore, l'huile de palmiste est extraite du noyau des noix de palme. Dans l'alimentaire, cette huile est utilisée notamment pour les crèmes et farces ganaches. L'industrie du non food l'utilise comme tenside détergeant pour les produits de lavage et de nettoyage. On en trouve aussi dans de nombreux cosmétiques et dans certains agrodiesels.

📄 Étude comparative des normes effectuée par le SECO: www.palmoelnetzwerk.ch > Actualité > Benchmark des standards de durabilité pour le secteur de l'huile de palme

📄 www.fibl.org > Chercher: «Österreichische und europäische Alternativen zu Palmöl und Soja aus Tropenregionen»

→ Secteur importations, Bio Suisse
import@bio-suisse.ch
tél. 061 204 66 44

Moratoire sur les OGM – utilisons le délai pour de vraies solutions

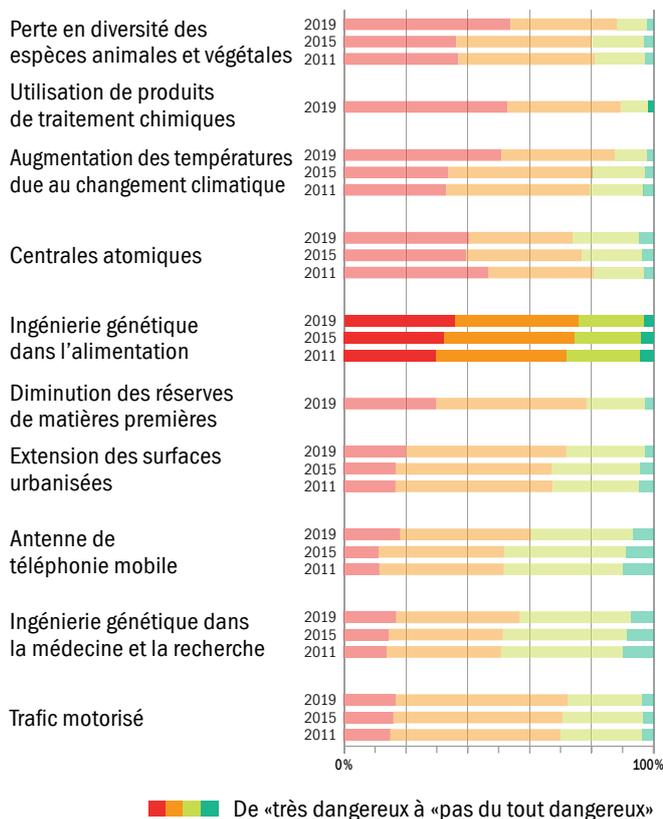
La consultation au sujet du moratoire sur les OGM est en cours. Il devrait être prolongé de quatre ans – et ensuite?

En Suisse on n'a pas le droit de mettre en circulation des organismes génétiquement modifiés (OGM) destinés à des fins agricoles, horticoles ou forestières. La Loi sur le génie génétique (LGG) contient une interdiction temporaire de telles autorisations. Ce moratoire expire fin 2021. Le Conseil fédéral veut le prolonger encore une fois – jusqu'en 2025.

Malgré des années de propagande des firmes d'ingénierie génétique, les consommateurs-trices sont devenus de plus en plus sceptiques: 75 % qualifient l'ingénierie génétique utilisée pour la fabrication de denrées alimentaires de plutôt dangereuse ou de très dangereuse (voir graphique). L'Ordonnance bio interdit l'utilisation de l'ingénierie génétique. En tant que fédération des producteurs-trices biologiques suisse, Bio Suisse s'exprimera clairement en faveur de la prolongation du moratoire – et pour une fois l'Union suisse des paysans est du même avis.

Estimation du risque pour l'homme et l'environnement

Proportion de la population



Source: OFS – Omnibus-Erhebungen 2011, 2015 et 2019

Le fait que la Confédération conseille de prolonger le moratoire semble de prime abord rassurant, mais sa justification recèle quelques bombes à retardement. Car les offices fédéraux veulent expressément utiliser le temps jusqu'à fin 2025 pour «répondre aux questions en suspens dans le domaine de la mise en œuvre et étudier la situation au sein de l'Union européenne en ce qui concerne les nouvelles techniques de modification génétique», écrit l'Office fédéral de l'environnement, qui est chargé de la consultation.

Une coexistence problématique

Un point de la mise en œuvre serait particulièrement critique pour les producteurs bio: la coexistence avec des champs de cultures GM. Par exemple, est-ce que les fermes bio devront se protéger avec des «distances d'isolation» comme c'est le cas aujourd'hui contre la dérive de pesticides de synthèse? Est-ce que l'exploitation qui utilise des OGM devra garantir la protection? Ou alors c'est le semencier qui sera responsable des dommages causés par la proximité d'OGM? Est-ce que les exploitations d'une région située en «zone OGM» devront se regrouper pour avoir le droit d'utiliser des plantes GM soumises à un contrôle plus strict, comme l'administration l'a déjà une fois proposé? Ou, inversement: Sera-t-il permis d'instaurer des zones, communes ou cantons «sans OGM»? Les questions de ce genre restent pour le moment sans réponse.

Il y a déjà eu une «audition au sujet de la coexistence» en 2016. Bio Suisse avait dit alors: «Seule un renoncement total aux OGM permettrait d'éviter que des systèmes compliqués avec de coûteuses séparations des flux des marchandises et des contrôles onéreux soient nécessaires. La Suisse ne devrait pas renoncer à la légère à son positionnement de pays doté d'une production sans OGM. Dès que les premières variétés GM seront dans les champs, cet argument sera perdu pour toutes les entreprises agricoles suisses – qu'elles soient biologiques ou conventionnelles.»

Nouvelles techniques soumises à la LGG?

Les nouvelles techniques d'ingénierie génétique promettent en principe la même chose que les précédentes: solutions rapides et bon marché pour adapter les plantes cultivées au climat toujours plus chaud, diminution des traitements grâce à l'incorporation de gènes de résistances. La Crispr/Cas9 est par exemple présentée comme particulièrement positive. Ce qui n'empêche pas que deux utilisations de l'ingénierie génétique continuent de dominer le marché:

- La première rend les plantes cultivées comme le maïs ou le soja résistantes au glyphosate et autres herbicides, ce qui permet – au moins à court terme – une agriculture encore plus industrielle et intensive.
- La deuxième amène les plantes cultivées à créer dans leurs cellules certains poisons bactériens (*Bacillus thuringiensis*) qui font mourir les insectes nuisibles – mais aussi ceux qui sont utiles.



La sélection bio permet notamment d'être indépendant des semences brevetées d'une poignée de multinationales. Photo: Thomas Alföldi, FiBL

L'augmentation des mauvaises herbes et des insectes résistants montrent bien que ces deux utilisations ne tiennent pas leurs promesses.

Les interventions dans le génome sont potentiellement plus précises grâce à certaines nouvelles méthodes, mais cela ne change rien aux risques. Par exemple, ce n'est qu'au cours des générations suivantes que des modifications indésirables du génome apparaissent.

Prendre au sérieux le principe de précaution

Le principe de précaution est valable aussi bien en Suisse que dans l'UE. La Cour Européenne de Justice (CEJ) s'y est référée pour prononcer en 2018 un jugement porteur d'avenir. Elle avait en effet jugé, allant tout à fait dans le sens de Bio Suisse, que les nouvelles méthodes doivent être considérées comme des manipulations génétiques tant qu'il n'y a pas de preuves que leur utilisation est sûre.

Chez nous, c'est l'Office fédéral de l'environnement qui est compétent en la matière. Et, comme la CEJ, il veut aussi soumettre la Crispr/Cas9 et d'autres nouvelles méthodes à la LGG en vigueur. Comme le montre une présentation datant de fin 2019, il semble que l'Office fédéral de l'agriculture adopte une toute autre position. Il tiendrait volontiers compte de l'agronomie et de certains chercheurs afin de soumettre les nouvelles techniques à une évaluation moins stricte, et pour cela une clause plus faible est proposée dans la LGG.

Il y a dans l'UE une tendance qui veut exclure le plus possible de techniques de la LGG (les semences GM ne devraient ainsi passer que par la procédure régulière d'autorisation des variétés), mais aussi l'inverse, celle qui réclame une réglementation plus stricte. En prolongeant le moratoire, la Confédération veut attendre de voir dans quelle direction va l'UE. Il existe depuis septembre dernier une méthode de détection des produits issus des nouvelles techniques d'ingénierie génétique, ce qui affaiblit un des principaux arguments de l'agro-industrie, qui prétendait que ces produits ne pourraient pas tomber sous le coup de la LGG parce qu'ils ne peuvent pas être différenciés des plantes issues d'une sélection normale.

Favoriser les alternatives

L'hérédité est beaucoup plus compliquée que ce que disent de nombreux partisans des manipulations génétiques. L'image des

gènes qui seraient des lettres qui se laissent copier, transférer ou effacer de manière contrôlable devient de plus en plus intenable à chaque nouvelle découverte. Par exemple, l'épigénétique montre que des adaptations aux conditions environnementales se transmettent génétiquement sans modifications du «texte génétique». Finalement, des recherches sur les alternatives à l'utilisation de pesticides de synthèse montrent la grande influence de la vie du sol sur la résistance et la vigueur des plantes.

Le Cahier des charges de Bio Suisse tient compte de ce fait en exigeant que la sélection se fasse en conditions bio. Ces directives soulignent à juste titre l'importance centrale de la santé du sol, et elles refusent les interventions techniques dans le noyau cellulaire et dans la cellule elle-même.

Des alternatives comme le programme néerlandais de sélection bio récemment terminé Bioimpuls font de la sélection dite «coopérative». Des dizaines de sélectionneurs ont travaillé de 2009 à 2019 en collaboration avec le renommé Institut Louis-Bolk de l'université de Wageningen. Ils ont produit une énorme diversité de nouvelles lignées de pommes de terre qu'ils ont ensuite sélectionnées ensemble. Les variétés ont pu être commercialisées avec une sorte de système en open source. Il n'y a donc pas eu besoin que quelques multinationales semencières bricolent en laboratoire des variétés génétiquement modifiées. Dans la sélection coopérative, de nombreux praticiens collaborent avec la science et ont en permanence des milliers de nouvelles variétés dans les champs. *Martin Bossard, Bio Suisse*



Consultation sur la Loi sur le génie génétique

Il est possible de prendre position au sujet de la prolongation du moratoire jusqu'au 25 février 2021.

 www.admin.ch > Chercher: Procédures de consultation en cours > DETEC > «Modification de la loi sur le génie génétique»

C'est Martin Bossard qui s'occupe de la prise de position officielle de Bio Suisse. Il représente Bio Suisse au sein du Groupe suisse de travail sur le génie génétique (SAG) et dans le groupe de travail Sélection bio.

→ Martin Bossard
martin.bossard@bio-suisse.ch
tél. 061 204 66 29

Du punch pour les projets stratégiques

Les attentes à l'égard de Bio Suisse croissent continuellement. Il y a depuis août 2020 un nouveau département, «Projets stratégiques et recherche». Son équipe prospecte les thèmes de l'avenir.

Le département «Projets stratégiques et recherche» (PS&R) est nouveau, mais la plupart des collaborateurs ne le sont pas. Ils viennent avec beaucoup d'expérience de différents secteurs de Bio Suisse. Sa direction a recruté des nouvelles forces pour rafraîchir la manière d'envisager les choses.

Pourquoi un nouveau département? Bio Suisse, et avec elle ses collaborateurs, sont occupés au secrétariat par de nombreux thèmes différents et par des tâches toujours plus nombreuses. Avec des affaires courantes aussi exigeantes, le temps devient toujours plus limité pour s'attaquer aux thèmes prééminents. Or Bio Suisse veut être un leader thématique et continuer de jouer un rôle actif dans les questions d'avenir et de développement. «C'est exactement ça qui a amené la Direction à créer ce nouveau département», dit Balz Strasser, le directeur de Bio Suisse. «Les chef-fe-s de projets du nouveau département PS&R doivent se concentrer sur des thèmes de développement centraux et stratégiques. Ce n'est que comme ça que nous pourrions rassembler efficacement nos forces et élaborer des solutions porteuses d'avenir.»

Comment la production agricole et la transformation doivent continuer leur développement en restant compatibles avec la protection du climat, des sols et des animaux? Les questions de ce genre reçoivent donc maintenant davantage de ressources, et l'équipe les coordonne de manière optimale avec des actuels et nouveaux partenariats de recherche.

Cet effort doit fournir plus rapidement des résultats concrets qui profiteront à la crédibilité du Bourgeon et donc devraient permettre aux producteurs d'augmenter la création de valeur. Certains points forts étaient connus d'avance: Le

département fait avancer le projet Probio (étendu à partir de Probetail à la production végétale, au social etc.) ainsi que l'écoulement de produits bio dans la restauration collective.

Les priorités du nouveau département

Un processus de priorisation a démarré en été 2020 pour définir d'autres thèmes stratégiques. C'est Karin Nowack, cheffe de projet PS&R, qui le dirige. Les thèmes actuels des différents secteurs de Bio Suisse ont été regroupés en 22 champs thématiques qui ont été débattus en septembre lors d'un atelier auquel ont participé des membres du Comité, des Commissions du Savoir, du Marché et de la Qualité, de la Direction élargie ainsi que des collaborateurs du secrétariat. Ils ont discuté, complété et priorisé les champs thématiques en se référant au Concept directeur, à la stratégie Avanti et à l'exigence de crédibilité.

Le Comité de Bio Suisse a approuvé en décembre dernier la priorisation finale des thèmes et un premier plan de réalisation. Le département s'attaquera en premier aux thèmes suivants: Climat et énergie, sol, bien-être animal, développement durable des entreprises agricoles et enfin responsabilité sociale, cette dernière tout d'abord dans le contexte international. Quelques thèmes ont déjà suscité des projets concrets, et d'autres se trouvent encore en phase d'exploration.

«Nous sommes heureux de nous attaquer à ces thèmes stratégiques passionnants. C'est très motivant de pouvoir diriger toute notre énergie sur la recherche de solutions concrètes», dit Thomas Pliska, le responsable du nouveau département. «Pour la réalisation des projets, nous nous coordonnons avec les spécialistes des différents domaines et nous travaillons étroitement avec des partenaires extérieurs ainsi qu'avec les instances correspondantes de notre Fédération. Nous allons particulièrement intensifier le recours à la Commission du Savoir.» D'autres thèmes importants, qui ne sont actuellement pas traités par le département PS&R, ainsi que les nombreux autres projets, ne sont pas oubliés. Ils restent dans les secteurs correspondants ou ils seront abordés plus tard. *Stephanie Fuchs*



Who is who?

Département «Projets stratégiques et recherche»

→ Contact:

thomas.pliska@

bio-suisse.ch

tél. 061 204 66 60



Urs Guyer, Coordination de la recherche, formation (dans l'état-major)



Carole Nordmann, Responsabilité sociale internationale, audit social



Karin Nowack, Durabilité des entreprises agricoles, gestion des connaissances



Thomas Pliska, Direction du département



Andreas Schlageter, Bien-être animal, projet «ne pas tuer les poussins»



Léa Sommer, Développement du projet Probio (avec le secteur de l'agriculture)



Reto Thörig, Écoulement de produits bio dans la restauration collective



Corinne Wälti, Climat et énergie, sol

Product management

Angela Deppler reprend le product management Légumes et pommes de terre pendant le congé maternité d'Ilona Stoffel à partir de février. Cette agro-économiste titulaire d'un master (HAFL) a déjà travaillé à la centrale de vulgarisation agricole Agridea, pour le marketing du négociant alimentaire Gebana, et dernièrement pour la Commission suisse pour la conservation des plantes cultivées. *Nicole Kleinschmidt, Bio Suisse*



Angela Deppler. *Photo: mäd*

Groupe spécialisé Lait

Simon Schönholzer fait partie du Groupe spécialisé Lait depuis l'automne 2020. Cet agriculteur Demeter de 45 ans et sa famille gèrent depuis 2000 la ferme laitière Lobähof à Schönholzerswilen TG. Simon Schönholzer est président de l'association des fournisseurs bio d'Emmi-Biedermann et membre du comité des producteurs de lait thurgoviens. Il est venu au Groupe spécialisé Lait pour remplacer Hans Braun qui s'est retiré. *schu*



Simon Schönholzer. *Photo: mäd*

Groupe spécialisé Fruits

Jörg Streckeisen siège au Groupe spécialisé Fruits depuis début 2021. Il succède à Hermann Kuppelwieser qui s'est retiré. Jörg Streckeisen dirige à Andhausen TG une ferme arboricole de 14 hectares qu'il a reconvertie au Bourgeon en 2017. Âgé de 55 ans, il s'est engagé pendant 20 ans dans différentes instances de la fédération thurgovienne d'agriculture et de la fédération thurgovienne des producteurs de fruits. *schu*



Jörg Streckeisen. *Photo: mäd*

Vente directe

Michèle Hürner, anciennement product manager Viande, occupe depuis début 2021 le nouveau poste d'état-major de cheffe de projet pour la vente directe. Elle est ainsi responsable de la coordination et du réseautage des activités correspondantes. Elle soutient des projets actuels et développe de nouvelles initiatives et possibilités de financement pour renforcer la vente directe et rendre le Bourgeon plus visible. *schu*

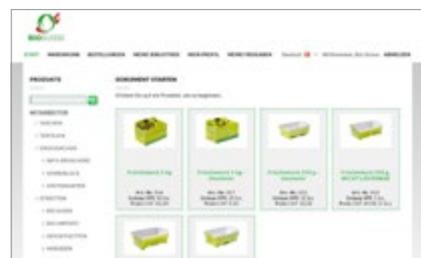


Michèle Hürner. *Photo: Bio Suisse*

Boutique en ligne sollicitée

2020 a été une année difficile pour la boutique en ligne de Bio Suisse. La demande pour le matériel publicitaire et de vente qui facilite la vente directe pour les productrices et producteurs Bourgeon a été très forte, et il y a eu quelques pénuries causées par le «boom des magasins fermiers» dû au covid. Il y a quand même eu quelques améliorations en 2020: Les sachets pour la farine et le pain sont maintenant en papier FSC et imprimés de manière climatiquement neutre, les cabas en papier sont imprimés avec moins d'encre, les barquettes pour les fruits ne sont plus plastifiées et les drapeaux à suspendre sont en PET recyclé. Conseil: Améliorez encore votre visibilité avec un site internet personnel et un enregistrement dans Fermebourgeon.ch. *Barbara Handschin, Bio Suisse*

 shop.bio-suisse.ch



La boutique en ligne de Bio Suisse. *Screenshot*

Processus Gestion des marchés: Résultats, décisions

Le secrétariat de Bio Suisse a présenté en novembre 2020 à l'Assemblée des délégués les résultats du processus Gestion des marchés. Points importants: Il faut des solutions pour les différents marchés et branches, et les décisions entrepreneuriales doivent rester chez les producteurs-trices et les représentants des différentes branches. Les décisions suivantes ont été prises:

- Développer l'écoulement en Suisse;
- Renforcer la transparence des marchés;
- Utiliser des instruments (élastiques) de gestion des quantités.

Le secrétariat continue de travailler intensivement sur ces thèmes. Des ressources personnelles et financières ont été mises

à disposition pour les secteurs de la vente directe et de la restauration collective. Les sites internet Fermebourgeon.ch et Boursebio.ch sont en cours de révision. Le product management se concentre sur la transparence des marchés afin d'arriver à une croissance qui ne rompt pas l'équilibre des marchés. Bio Suisse veut pour cela entre autres mieux connaître les quantités de produits qui sont importées. Une vue d'ensemble des instruments potentiels dans ce domaine a été élaborée puis discutée lors de la Conférence des Président-e-s de l'été 2020. Ce qui est clair, c'est qu'il faut continuer de renforcer l'équité des relations commerciales.

Nicole Kleinschmidt, Bio Suisse

Stabilité pour les fruits à pépins bio



Bien que stable, le marché des fruits à pépins réclame de l'attention. Photo: FiBL

Fruits à pépins de table

Les représentant-e-s de la production et du commerce ont fixé début septembre 2020 les prix de référence pour les fruits à pépins de table pour la saison 2020/21. Les suppléments pour entreposage ont été décidés mi-novembre lors de la séance «fruits à pépins bio» du centre de produits. Les prix de référence et les suppléments pour l'entreposage des pommes et des poires bio (variétés de garde) ont été maintenus au niveau de ces dernières années car le marché est stable et les prix ont fait leurs preuves. La production ainsi que le commerce de demi-gros et de détail tiennent donc ainsi compte de la volonté de stabilité des prix de référence pour les fruits à pépins de table.

À fin octobre il y avait quelque 5754 tonnes de pommes bio dans les entrepôts, soit plus de 2000 tonnes de plus qu'à fin octobre 2019. Cela est dû à plusieurs facteurs comme les bonnes conditions météorologiques et l'alternance. Quelque 40 % de la quantité totale, soit 2285 tonnes, reviennent à la variété Gala. Les variétés dites premiums viennent ensuite avec 435 tonnes. L'offre n'est pas seule à présenter une belle croissance, la demande pour les fruits à pépins bio le fait aussi. Si la part de marché bio des fruits à pépins atteignait encore dans le commerce de détail 12.7 % en 2018, en 2019 elle a passé à 15.4 % du chiffre d'affaires des fruits à pépins réalisés par les pommes et poires bio. Prudence tout de même: Si les quantités continuent d'augmen-

ter, elles pourraient dépasser la demande, ce qui aurait tôt ou tard des répercussions sur les prix. Les producteurs de fruits à pépins intéressés par une reconversion bio et qui produisent de grandes quantités sont donc instamment priés de consulter d'abord un acheteur et Bio Suisse. *Sabine Haller, Bio Suisse*

Pommes de terre

Les réserves de pommes terre bio de consommation du pays n'ont jamais été aussi élevées que cette année: Au 31 octobre, il y avait au total 8568 tonnes de pommes de terre en stock, dont 6538 tonnes pour la consommation directe. Les stocks avaient déjà atteint un record l'année passée, mais il a été dépassé de 109 tonnes en 2020. La qualité des pommes de terre varie beaucoup selon les lots, et il est difficile de formuler des pronostics pour leur aptitude à la conservation. La majorité des acteurs du marché partent de l'hypothèse que les quantités entreposées devraient suffire jusqu'à la prochaine récolte - si l'écoulement se développe normalement. Les pronostics pour la demande sont toutefois très incertains en cette période de crise de covid qui perdure. Le prix moyen des pommes de terre bio de consommation reste inchangé à 91.50 Fr./dt (+/- 8.-Fr.) pour 2021. Les fourchettes de prix des pommes de terre pour l'industrie n'ont pas encore été définies. Des prix fixes sont en discussion pour les pommes de terre pour les chips. *Ilona Stoffel, Bio Suisse*

Légumes de garde

En 2020, des légumes de garde bio ont été cultivés sur un total de 497 ha (+ 54 ha par rapport à l'année précédente). Les rendements 2020 sont moyens. Les carottes affichent un rendement légèrement inférieur à l'année passée mais la surface de cette culture a un peu augmenté. Les qualités sont bonnes. Le prix de référence franco commerce se situe donc autour de 2.30 Fr./kg. L'état des stocks de céleri pomme est comparable à l'année passée et le prix de référence franco commerce se situe autour de 2.80 Fr./kg. Le rendement de la betterave rouge est plus élevé que l'année passée tandis que celui du chou blanc est moyen. Le prix de référence franco commerce pour le chou se situe autour de 2.10 Fr./kg.

Ilona Stoffel, Bio Suisse

www.bioactualites.ch > Marché > Produits > Légumes > Prix

Poulettes / Œufs

Les représentant-e-s des producteurs-trices du Groupe spécialisé Œufs se sont réunis l'automne dernier comme chaque année avec les principaux acheteurs d'œufs bio pour négocier les prix de référence. Résultat: Le prix de référence pour les poulettes reste stable pour 2021. Une poulette coûte donc 26 francs comme l'année passée. Le prix de référence pour les œufs bio diminue légèrement et se situe maintenant à 46.5 centimes. En 2019, l'augmentation du prix des aliments fourragers, les modifications des directives (litière dans les parcours pour mauvais temps), l'augmentation du prix des contrôles et celle des œufs à couver avaient conduit à une augmentation des prix de référence. Le niveau des coûts, et donc les prix de référence pour les poulettes et les œufs, sont restés constants en 2020. Pour 2021 il faut compter sur une légère diminution des coûts des aliments, et c'est pourquoi une petite diminution de 0.3 centimes s'est avérée adéquate.

Adrian Schlageter, Bio Suisse

Toutes les infos marchés

Les prix de référence aux producteurs et franco commerce, les recommandations de prix et bien davantage se trouvent sur:

www.bioactualites.ch > Marché



Éviter la dérive

Une nouvelle fiche du FiBL montre comment éviter la dérive de traitements conventionnels sur des surfaces bio. Elle contient des informations de fond ainsi que des trucs pratiques et une check-list pour la discussion entre des personnes qui ont des parcelles voisines. Elle peut être téléchargée gratuitement depuis la boutique du FiBL. *Bernhard Speiser, FiBL*

shop.fibl.org > N° comm. 1138
(en allemand, traduction française prévue)

Faire soi-même du tofu

Le covid en aura été le déclencheur: Le FiBL explore de nouvelles possibilités de donner des cours. Une vidéo a été réalisée exprès pour le cours interactif sur la fabrication du tofu, et elle est maintenant à disposition (seulement en allemand). La spécialiste japonaise du tofu Mariko Kaufmann y explique pas à pas comment faire du tofu avec du soja bio. Les participant-e-s au cours ont élaboré leur premier tofu en live sous ses instructions. *Sigrid Alexander, FiBL-Kursleiterin*

www.bioaktuell.ch > Filme >
Tofu selber machen nach traditioneller ...



Nouveaux produits en test

Le FiBL a testé pour la première fois dans la pratique deux nouveaux produits contre l'oïdium et le mildiou de la vigne. Dans une vidéo en allemand sous-titrée en anglais, le maître de chai du FiBL Frick raconte ses expériences avec les nouveaux produits utilisés, entre autres sur l'importance des maladies et l'applicabilité des produits. *Clémence Boutry, FiBL*

www.bioactualites.ch > Cultures > Viticulture > Protection des plantes > Nouveaux produits phytosanitaires contre l'oïdium et le mildiou dans la vigne (en allemand sous-titré en anglais)



Commercialisation des veaux de races laitières

Avec le projet «Engraissement au pâturage de bœufs et génisses de races laitières comme bêtes d'éta!», le FiBL a participé au développement du projet «Bœuf de pâturage bio ALDI» (ABWR), qui a déjà pu être clôturé. Le marché pour les bêtes ABWR s'est en effet très bien développé en 2020. Le lancement en janvier avec 10 bêtes par semaine a passé à la fin de l'année à 25 bêtes par semaine. La rapidité du développement a provoqué des ruptures d'approvisionnement surtout pendant le troisième trimestre 2020. Les principaux points forts du programme sont que:

- les veaux mâles de races laitières sont engraisés;
- les veaux sont sevrés pendant 150 jours dans leur ferme de naissance, donc diminution des antibiotiques;
- l'âge maximal de 900 jours permet un engraissement extensif sans maïs ni concentrés;
- les bœufs de races laitières obtiennent des notes CH-Tax de A à C;
- Les bêtes lourdes – de plus de 320 kg PM – ne sont pas exclues du programme;
- le prix de 10.70 Fr./kg PM est fixé pour toute l'année, ce qui donne une sécurité de planification;
- les morceaux nobles de la viande

rassissent pendant au moins quatre semaines. Ces prescriptions garantissent qu'un engraissement extensif basé sur les herbages est possible jusque dans les zones de montagne. Il s'est ainsi créé un nouveau marché pour les veaux mâles de races laitières qui autrement passent dans l'engraissement conventionnel où ils sont souvent traités avec des antibiotiques. Il n'y a eu que 16 % de veaux de races laitières pures la première année. Le reste de la demande a été couvert par des croisements. On vise 100 % et on recherche d'autres producteurs. *Eric Meili, FiBL*

www.bioactualites.ch > Élevages > Bovins > Engraissement au pâturage > Engraissement au pâturage: documents



Avec ses 720 kilos de poids vif, le bœuf Faro HF, deux ans, est prêt pour l'abattage. *Photo: FiBL*

Actualisations pour 2021

Le FiBL a de nouveau réactualisé nombre de listes et de répertoires. Ces publications sont disponibles en téléchargement gratuit dans la boutique du FiBL et certaines peuvent être commandées en version imprimée. *tre*

- www.shop.fibl.org
- Version abrégée des exigences en agriculture biologique: N° comm. 1386
- Liste des intrants 2021: N° comm. 1078
- Dimensions des stabulations 2021 pour la garde des animaux de l'agriculture biologique en Suisse : N° comm. 1682 (actualisation en F en cours)
- Liste variétale céréales: N° comm. 1374
- Liste variétale pommes de terre: N° comm. 1375
- Liste variétale cultures fourragères et autres grandes cultures: N° comm. 1373
- Liste variétale maraîchage bio (nouvelle mise à jour effectuée fin janvier): N° comm. 1301
- Variétés exemptes de fusion cellulaire pour la culture maraîchère: N° comm. 1672
- Liste variétale plantes aromatiques bio: N° comm. 1302
- Liste variétale plantes ornementales bio: N° comm. 1303 (actualisation F en cours)

Agenda

Nous publions vos événements dans cet agenda du magazine et de www.bioactualites.ch.
Prière de s'adresser au secrétariat des cours du FiBL, cours@fibl.org

À cause des mesures pour endiguer la pandémie de coronavirus, il y a de nombreuses modifications dans l'organisation et la tenue des cours et événements. Nous vous prions de vous en informer en ligne.

Production végétale

Forum ArboBio

Journée d'informations et d'échanges entre producteurs-trices de fruits de Suisse romande. Divers sujets techniques axés sur l'arboriculture biologique.

Date et lieu

JE 11 février 2021
École d'agriculture de Châteauneuf, Sion VS

Organisation

Flore Lebleu, FiBL

Renseignements et inscriptions
www.bioactualites.ch > Agenda

Journée grandes cultures bio Jura

La recherche, la vulgarisation et la pratique présentent en partenariat avec les cantons romands des sujets techniques et économiques actuels en grandes cultures bio. Tour d'horizon des résultats de projets de recherche en cours.

Date et lieu

JE 18 février 2021
FRI Courtemelon, Courtételle JU

Organisation

Raphaël Charles et
Marina Wendling, FiBL

Renseignements et inscriptions
www.bioactualites.ch > Agenda

Choisir ses outils de désherbage

Bases du désherbage mécanique / Les différents outils de désherbage et leurs spécificités / Pouvoir choisir un équipement en fonction de ses besoins.

Date et lieu

MA 23.2.2021 ou
JE 4.3.2021
Dans la Broye vaudoise, à définir

Organisation

Prométerre

Renseignements et inscriptions

www.bioactualites.ch > Agenda
www.prometerre.ch > Prestations > Formation

Cultiver la luzerne: savoir l'essentiel

Les producteurs bio introduisent des prairies temporaires dans leur assolement et régulièrement de la luzerne. Dès 2022, les éleveurs réduiront les concentrés et chercheront des fourrages de qualité riches en protéines, comme la luzerne! Cette culture résiste très bien à la sécheresse. (Cours éligible pour la nouvelle exigence pour les reconversions Bio Suisse débutant en 2021)

Date et lieu

MA 2.3.2021
Salle de Proconseil, bâtiment à côté de la Landi, Yverdon

Renseignements et inscriptions

www.prometerre.ch > Prestations > Formation > Production végétale

Séchoir en grange

Date et lieu

ME 3 mars 2021
Grangeneuve FR

Renseignements et inscriptions

www.grangeneuve-conseil.ch > Formation continue

Soigner la vigne avec plantes et huiles essentielles

Comprendre les mécanismes de défense de la vigne et les modes d'actions de la phytothérapie / Reconnaître les plantes utiles / Confectionner des préparations à appliquer dans vos vignes.

Date et lieu

JE 11 et VE 13 Mars 2021
Crozet, Pays de Gex, France

Renseignements et inscriptions

www.prometerre.ch > Prestations > Formation > Viticulture et Oenologie

Préparations végétales pour la vigne

Formation pratique pour appréhender la fabrication des préparations à base de plantes et leur utilisation grâce à l'expérience de Patrick Goater.

Petites annonces

Envoyez votre annonce gratuite d'au max. 400 signes à publicite@bioactualites.ch

Conditions:

www.bioactualites.ch > Magazine > Annonces >

Données média

CHERCHE

Jeune famille cherche domaines à louer ou à acheter pour y élever brebis ou vaches allaitantes sur pâturage. Intéressée par toute la Suisse, de la plaine à la zone de montagne 4. Expériences multiples. Volonté de développer une exploitation centrée sur les herbages, la biodiversité, l'agrotourisme et la vente directe. Merci de nous contacter au tél. 078 893 36 17.

Famille d'agriculteurs bio (Agriculteur / Bûcheron / Ing. Agr HES et Arboricultrice avec 3 enfants), bientôt en fin de bail, cherche un nouveau lieu de vie et de travail (achat / fermage), de préférence au Jura. Nous sommes motivés et engagés, travailleurs et habiles, expérimentés et chevronnés et nous nous réjouissons de vos offres.
ferme@souslemont.ch

Date et lieu

JE 18 et VE 19 mars 2021
Château de Crans VD et
Crozet, Eric Petiot, France

Intervenant

Patrick Goater, Purin d'Ortie & Cie

Organisation / Responsable

David Marchand, FiBL

Renseignements et inscriptions

www.bioactualites.ch > Agenda

Dates et lieu

JE 25 et
VE 26 mars 2021
L'Aubier à Montezillon NE

Renseignements

florianbassini@hotmail.com
ueli.hurter@aubier.ch

Inscriptions

thierry.gallandat@vd.ch

Divers

ProBio: Cours de modération pour animer des groupes

Vous êtes agriculteur bio et déjà animateur d'un groupe d'intérêt ou vous souhaitez le devenir? Alors ProBio est fait pour vous.

Date et lieu

ME 17 et
JE 18 mars 2021
de 10 h (début jour 1)
à 16 h (fin jour 2)
Éco-Hotel l'Aubier
Montezillon NE

Renseignements et inscriptions

Léa Sommer, Gestion de projets,
Bio Suisse
tél. 061 204 66 57
ou 078 801 89 85
lea.sommer@bio-suisse.ch
www.bioactualites.ch > Agenda

Change-
ment de
date

Lettres de lecteurs

À propos du report de la décision pour la recommandation de vote sur l'initiative en faveur d'une eau potable propre décidé par l'Assemblée des délégués (AD) de Bio Suisse de novembre 2020.

«L'initiative pour une eau potable propre n'est qu'un torchon mal ficelé»

Le résultat du vote sur l'initiative pour une eau potable propre lors de la dernière AD m'a surpris. Les délégué-e-s sont-ils conscients de ce qui nous attend en cas d'acceptation de cette initiative? En gros: Toutes les exploitations laitières en zone de montagne vont certainement passer en bio car elles n'ont aucune chance de survie sans paiements directs. L'eau est cependant nettement moins polluée en zone de montagne, et l'amélioration de la qualité de l'eau par l'augmentation de l'agriculture biologique y est faible. La dépendance à l'égard des paiements directs est moins forte dans les grandes cultures intensives, la viticulture et le maraîchage. Une partie des producteurs conventionnels continueraient leur exploitation même sans paiements directs, et peut-être l'intensifieraient encore parce qu'elle est liée à peu de conditions environnementales. L'eau potable continuerait donc d'être contaminée, et il est très incertain que cette initiative puisse atteindre son objectif.

Que se passera-t-il alors pour le marché bio? Il y aura une énorme pression sur les quantités et les prix. Exemple du lait Bourgeon: Bio Suisse ne va pas pouvoir maintenir les listes d'attente pour les nouveaux producteurs de lait bio. Et si elle le fait quand même ils commercialiseront leur lait sous un nouveau label bio. Les prix aux producteurs diminueront donc de toute façon. Et le plus fou de l'histoire est que le prix du lait bio ne baissera pas beaucoup dans les magasins à cause des coûts de la transformation et des marges commerciales. Les familles paysannes bio essuieront des pertes et la clientèle pourrait continuer d'acheter des denrées alimentaires produites avec des pesticides – qu'elles soient importées ou produites dans notre pays par des exploitations «pesticides».

Nous pouvons réaliser la vision de La Suisse Pays Bio seulement de deux manières: soit par une croissance continue et conjointe de la production et de l'écoulement, comme nous le vivons depuis des années, soit sur ordre avec la «massue» de l'initiative contre les pesticides de synthèse; toute l'agriculture deviendrait bio et seules des denrées alimentaires bio pourraient être importées en Suisse.

L'initiative pour une eau potable propre comporte de graves lacunes qui se cachent derrière son titre qui sonne bien. Elle est populiste, et cela parce que les consommatrices et les consommateurs ne sont pas impliqués dans la prise de responsabilité afin qu'ils votent plus facilement oui. Cette initiative exige que le cheptel puisse être nourri avec les fourrages produits par l'exploitation. Adieu l'aviculture suisse, les œufs seront importés. Les partisans de l'initiative disent que le parlement pourrait interpréter ce passage de manière à le rendre applicable. Personnellement j'attends des faiseurs d'initiatives qu'ils formulent des textes qui permettent à la Constitution d'être appliquée. L'initiative pour une eau potable propre n'est qu'un torchon mal ficelé. Espérons que les délégué-e-s de nos organisations membres y réfléchissent soigneusement.

Hansjörg Schneebeli, Paysan bio, Obfelden ZH

«Tout est lié»

Après la funeste décision du Comité de Bio Suisse de recommander de voter non à l'initiative pour une eau potable propre, je suis soulagé que l'Assemblée des délégués ait encore une fois reporté la décision à ce sujet. Le site internet de Bio Suisse dit que «tout est lié». Et que «le bio rétablit l'équilibre». Aussi dans la politique? Bio Suisse doit-elle vraiment être le lien équilibrateur entre la politique et l'Union suisse des paysans? Il serait souhaitable que Bio Suisse se positionne clairement dans les médias au sujet de nos thèmes centraux!

Car oui, tout est lié! Et pas seulement n'importe comment... Nous sommes en fin de compte à la croisée des chemins pour la préservation de nos précieuses bases vitales. Chaque personne, instance ou entreprise – qu'il s'agisse des agriculteurs, des propriétaires de jardins, des cantons ou des CFF – qui porte la responsabilité d'un morceau de terrain doit repenser fondamentalement ses actions. Seule une approche totalement différente de l'utilisation des terres peut mener à une durabilité cohérente et stopper la pollution de nos bases vitales et les ramener en équilibre. Et pour cela il faut aussi l'initiative pour l'eau potable. Elle correspond à la compétence centrale de Bio Suisse!

L'initiative pour l'eau potable est une initiative de consommateurs et de contribuables. Elle veut que l'argent de nos impôts ne finance plus que des entreprises agricoles qui travaillent de la manière la plus durable possible. Je doute fortement que les exploitations qui ne le veulent pas continuent de produire à tout va et puissent continuer de vendre leurs produits qui n'ont pas de «valeur intérieure». Le fait que l'initiative pour l'eau potable prévoie pour cela un délai transitoire de huit ans est pour moi déjà presque du luxe. Car la roue du climat va tourner de plus en plus vite! L'adoption de l'initiative pour l'eau potable accélérera la réorientation de tous ceux qui cultivent du terrain. Si de plus en plus d'entreprises agricoles se reconvertissent à l'agriculture biologique, la recherche investira aussi davantage d'argent pour des solutions durables comme des nouvelles technologies ou la sélection de plantes résistantes aux maladies fongiques. Cela facilitera énormément notre production biologique et la rendra encore plus crédible pour les consommateurs.

En tant que producteur Bio Suisse et Demeter, je suis convaincu que nous n'en sommes qu'au début de nos possibilités de développement. Chaque chef-fe d'exploitation est appelé à mettre en balance sa philosophie à long terme et son travail quotidien. Même si nous sommes conscients que vraiment tout est lié, nous avons quand même besoin de solutions et d'objectifs communs prééminents. Et deux d'entre eux ont pour nom Initiative pour une eau potable propre et Initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse.

Roland Lenz, Vigneron bio, Uesslingen TG

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs à redaction@bioactualites.ch. La Rédaction se réserve le droit – autant que faire se peut après discussion – de raccourcir des lettres de lecteurs. Leur publication n'est pas garantie.



Aliment de démarrage UFA

pour un départ réussi

UFA 274

- Contient des oligo-éléments liés organiquement
- Les levures soutiennent la flore du rumen

Prix net Fr. 107.-/100 kg

Prix net dès 2 t en vrac/2 palettes originales

Rabais Fr. 4.-/100 kg

sur l'assortiment UFA bio pour vaches laitières

jusqu'au 05.03.21

ufa.ch

Dans votre
LANDI

ACTION



LINUS SILVESTRI AG
Nutztier-Systempartner
9450 Lüchingen
Tél 071 757 11 00
kundendienst@lsag.ch
www.lsag.ch

Commercialisation et conseil:

Remo Ackermann, Bissegg TG	079 424 39 08
Linus Silvestri, Lüchingen SG	079 222 18 33
Jakob Spring, Kollbrunn ZH	079 406 80 27

Nos marchés de vente se développent de manière très positive. Nous recherchons d'autres partenaires producteurs pour la production de:

Silvestri bœuf de pâturage bio, Silvestri veau de lait, brouards bio

Nous avons également des solutions très intéressantes pour les fermes de conversion biologique (bovins de pâturage, veaux laitiers et bovins d'engraissement).

Silvestri veau de lait

(sevré dans l'exploitation où il est né, ou élevage des veaux sous la mère ou avec une nourrice en production laitière avec achat de petits veaux)

Vous êtes intéressé? Veuillez prendre contact avec nous. Nous serons heureux de vous conseiller.

Groupe spécialisé Fruits cherche un membre supplémentaire du Valais

Bio Suisse a besoin du savoir-faire de praticien-ne-s motivé-e-s. Nous cherchons pour le début de l'année 2021 une personne supplémentaire du Valais pour collaborer au travail du Groupe spécialisé Fruits. Le groupe spécialisé est une instance consultative qui soutient le product management pour les questions spécialisées et/ou commerciales. Il est composé de producteurs-trices Bourgeon qui disposent de grandes connaissances et expériences dans la production bio.

Exigences

Vous gérez une ferme de fruits en Bourgeon dans le canton du Valais et vous êtes prêt à vous engager dans l'agriculture biologique. Vous êtes novateur-trice, capable de travailler en équipe et de bien communiquer. Vous parlez et écrivez couramment le français ou l'allemand et vous maîtrisez oralement ces deux langues nationales (les séances se déroulent en allemand). Vous avez l'habitude d'utiliser les moyens informatiques de communication.

Travail et défraiement

Il y a trois à quatre séances d'une journée entière par année ainsi que des téléphones et des courriels selon les besoins. L'activité est défrayée selon le règlement de rémunération de Bio Suisse.

Êtes-vous intéressé-e?

Envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation et un bref curriculum vitae d'ici la fin février 2021 par courrier électronique ou postal à Andrea Cahenzli, Peter Merian-Strasse 34, 4052 Basel, andrea.cahenzli@bio-suisse.ch

Sabine Haller, product manager fruits et vin, répondra volontiers à vos questions par courriel (sabine.haller@bio-suisse.ch) ou par téléphone (061 204 66 21).



Bourgeon Bio. L'équilibre entre l'homme, l'animal et la nature. BIOSUISSE